

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 25/04/2017

N° : 2017/22

**GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC
POUR LA GESTION DE LA POLITIQUE
DE LA VILLE**

SOMMAIRE

- ↳ **Procès-verbal de l'Assemblée Générale du GIP
Politique de la Ville du 15 décembre 2016** page 4
- ↳ **Rapport d'activités 2016 GIP Politique de la Ville
à Marseille – délibération n°2017/01 du 28 février 2017** page 5
- ↳ **Compte financier du GIP politique de la Ville
à Marseille pour l'exercice 2016 – délibération
n°2017/02 du 28 février 2017** page 29
- ↳ **Décision modificative n°1 portant ajustement budgétaire
pour le budget 2017 de liquidation du GIP pour la gestion
de la politique de la Ville – Délibérations n°2017/03
du 28 février 2017** page 32
- ↳ **Avenant n°17 au protocole relatif aux contributions des
membres aux charges du groupement établi pour
l'exercice 2016 – délibération n°2017/04 du 28 février 2017** page 33
- ↳ **Modalités de liquidation – Droits et obligation des
membres après la dissolution – Transfert des biens –
délibération du 28 février 2017** page 34

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GIP POLITIQUE DE LA VILLE DU 15 DÉCEMBRE 2016

L'Assemblée Générale du GIP s'est réunie le jeudi 15 décembre 2016 à 16h dans les locaux du GIP au CMCI, Salle de la Rotonde.

Membres de l'Assemblée Générale du GIP

Etaient présents :

Métropole : Mme FRUCTUS

Etat : M. ROUSSET
M. MAMIS

Etaient représentés :

Mme BOYER, pouvoir donné à Mme FRUCTUS
Mme CORDIER, pouvoir donné à Mme FRUCTUS
M. MIRON, pouvoir donné à Mme FRUCTUS
M. LAUNAY, pouvoir donné à M. ROUSSET

Assistaient également à la séance :

Mme BICAS, Chef de projet à la mairie d'arrondissements 11/12,
M. BINET, Directeur de MRU,
M. BOUCET, chef de service Habitat et Cohésion Sociale au Conseil Régional PACA,
M. CONTADINI, agent comptable du GIP,
M. DALMASSO, IA – DAASEN 13,
Mme DUJARDIN, Cabinet du Préfet Délégué à l'Egalité des Chances,
Mme GASPARIN, chef du service politique de la ville de la DRDJSCS,
Mme JOYEUX-BOUILLON, Chargée de mission auprès de la Direction du GIP.
M. MARAND, Chef de Service du Pôle contrôle de gestion et gestion de l'information du GIP,
Mme MINARD, Chef de Service du Pôle territorial Centre et Sud du GIP,
M. PESTEIL, Chargé de missions politiques éducatives DSDEN 13,
M. PREIN, Chargé de mission à la DGA Développement Urbain de la Métropole,
M. RAUSCHER, Directeur Général Adjoint Développement Urbain de la Métropole,
Mme TESTART, représentant du contrôleur Financier du GIP, DRFIP PACA,

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

1^{er} point : Adoption du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 4 octobre 2016

Après mise en délibéré, le procès verbal est adopté à l'unanimité.

2^{ème} point : Adoption de la décision modificative n°2 portant ajustement budgétaire pour 2016 – délibération n°2016/22

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

3^{ème} point : Approbation du versement d'une contribution exceptionnelle au Comité d'Action Sociale – délibération n° 2016/23

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

4^{ème} point : Adoption de l'avenant n°5 à la convention de mise à disposition de moyens de la Ville de Marseille au GIP Politique de la Ville pour l'année 2015 – Délibération n° 2016/24

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

5^{ème} point : Adoption de l'avenant n°16 au protocole relatif aux contributions des membres aux charges du Groupement établi pour l'exercice 2015 – Délibération n° 2016/25

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

6^{ème} point : Approbation de l'organisation d'une période transitoire pour le Programme de Réussite Educative – Délibération n° 2016/26

Points particuliers :

- Monsieur le Préfet délégué pour l'égalité des chances informe qu'il a rencontré les agents concernés accompagnés d'un représentant syndical.

- Il est convenu d'un échange entre l'Etat et la Métropole en début d'année 2017 concernant la création du GIP PRE et les processus à suivre.

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

7^{ème} point : Adoption du budget prévisionnel pour 2017 – Délibération n° 2016/27

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

8^{ème} point : Approbation des modalités de la liquidation – Délibération n° 2016/28

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC POLITIQUE DE LA VILLE A MARSEILLE

Délibération n°2017/01 du 28 février 2017

Créé par arrêté préfectoral du 9 octobre 1998 et mis en place en janvier 1999, le GIP Politique de la Ville est la structure juridique et financière d'animation et de gestion des programmes successifs mis en place à Marseille dans le cadre de la Politique de la Ville (actuellement Contrat de Ville intercommunal 2015-2020).

Le GIP Politique de la Ville est chargé :

- Du portage et de l'animation des équipes opérationnelles du Contrat de Ville pour Marseille,
- De l'élaboration, du suivi et de la mise en œuvre du Contrat de Ville et de ses Projets de Territoire pour Marseille à travers notamment :
 - la programmation annuelle qui lui est confiée et sa déclinaison administrative et financière,
 - le partenariat avec les services des différents signataires du Contrat, notamment au travers l'organisation et le suivi des instances partenariales, en vue d'une mise en œuvre coordonnée et adaptée des moyens sur les territoires prioritaires,
 - la promotion d'une approche intégrée urbaine, économique et sociale, le développement du vivre ensemble et l'accompagnement de la jeunesse en tant que ressource sur les territoires prioritaires,
 - la mise en œuvre des démarches de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, des Ateliers Santé Ville et du Programme de Réussite Educative,
- De l'accompagnement des projets ANRU dans leur composante de gestion urbaine, économique et sociale,
- De la mise en œuvre des procédures d'évaluation et des études et diagnostics nécessaires.

L'ANNÉE 2016

L'année 2016 est celle de la mise en œuvre pleine et entière du Contrat de Ville Marseille Provence par les équipes du GIP Politique de la Ville à Marseille.

Elle est également l'année de modifications institutionnelles liées au transfert de la compétence « politique de la ville » à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans ce contexte et pour sa dernière année d'existence, le GIP Politique de la Ville a assuré le maintien de ses missions statutaires et a organisé les conditions de poursuite de l'action publique postérieurement à sa dissolution :

- en lien avec l'Etat pour le dispositif PRE,
- en lien avec la Métropole pour le Contrat de Ville (articulation avec le droit commun, programmation associative, développement social et urbain, ingénierie financière, etc.).

L'année 2016 est ainsi une année de transition accompagnée par des changements d'organisation et nécessitant la mobilisation accrue du comité de Direction et l'implication de l'ensemble des équipes pour la mise en œuvre des missions de la structure.

Elle est aussi une année de lancement de nouveaux chantiers avec la perspective d'une mise en œuvre à l'échelle métropolitaine des 6 Contrats de Ville existants sur le territoire. Les équipes du GIP Politique de la Ville se sont déjà impliquées cette année dans des groupes de travail organisés par la Direction Générale Adjointe de la Métropole en charge de la Politique de la Ville (gouvernance et évaluation du Contrat de Ville, mise en œuvre du Contrat de Ville, Nouveaux Projets de Renouvellement Urbain, autres dispositifs de la Politique de la Ville et plan métropolitain de prévention de la radicalisation). Ces groupes de travail, qui ont pour objectif de réfléchir aux contours de la future politique de la ville métropolitaine, ont permis une inter-connaissance des services en charge de cette compétence et la construction d'une culture commune.

Dans ce contexte extrêmement riche, les missions ont pu être menées, les délais respectés et les enjeux pris en compte dans le cadre des missions confiées au GIP et à ses équipes.

Les principaux chiffres

Au total **28 délibérations** ont été présentées pendant les 5 séances de l'Assemblée Générale du GIP.

Dans le cadre de l'appel à projet annuel du Contrat de Ville, **412 associations** ont déposé **974 projets** qui ont fait l'objet d'une instruction multi-partenariale coordonnée par le GIP. **725 actions** ont été financées, dont **624** sur les crédits de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués au GIP.

3 400 000 € délégués au GIP par la Métropole Aix-Marseille-Provence ont été attribués dans le cadre de la programmation associative.

Ce même appel à projet a permis le financement de **47 projets d'investissement** représentant 2 136 272 € de travaux et acquisitions de matériel. Ils ont été financés à hauteur de **1 449 794 €**, dont **1 233 909 €** par des crédits de la Ville de Marseille dont l'instruction est confiée au GIP Politique de la Ville.

Une dotation de **4 500 000 €** a été attribuée par la Ville de Marseille, avec l'accompagnement du GIP Politique de la Ville, à **19 projets** dans le cadre de la Dotation Politique de la Ville 2016.

281 conventions de financement ont été éditées et suivies et **677 bilans de réalisation** contrôlés et mandatés pour la programmation associative de fonctionnement.

3 contrôles et audit de réalisation des actions ont été mis en œuvre.

L'activité du Groupement a notamment entraîné l'émission et le contrôle de **1988 mouvements comptables**, soit 1783 mandats, 165 ordres de paiement et 40 titres de recettes.

50 articles et/ou annonces ont été publiés sur le site internet polvillemarseille.fr.

I- LES ASSEMBLÉES GENERALES

L'Assemblée Générale du GIP s'est réunie 5 fois en 2016 : les 2 mai, 16 juin, 22 septembre (Assemblée Générale par correspondance), 4 octobre et 15 décembre 2016. Au total 28 délibérations ont été présentées.

1- Principales décisions institutionnelles et organisationnelles

Les principales décisions institutionnelles et organisationnelles de l'Assemblée Générale en 2016 sont relatives à :

- la désignation des nouveaux membres au titre de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en application de l'avenant n°7 à la convention constitutive du GIP et du transfert de compétence porté par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

- la période transitoire entre l'arrêt du portage du Programme de Réussite Educative par le GIP et sa reprise par une structure dédiée,

- l'organisation du Groupement en l'absence de Directeur, par nomination d'un ordonnateur, organisation d'une Direction collégiale et lettre de mission au Directeur Général Adjoint Développement Urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- les modalités de mise en œuvre de la liquidation du GIP en 2017.

2- Eléments budgétaires et financiers

Les principales décisions budgétaires et financières portent sur :

- les dotations de l'Etat concernant les Ateliers Santé Ville, le Programme de Réussite Educative et le Contrat de Ville,

- la convention financière avec la Ville de Marseille relative à la prise en charge des mises à disposition de personnel pour 2015,

- l'approbation de la programmation annuelle 2016 du Contrat de Ville et de la convention type modifiée avec les porteurs de projets,

- la présentation du Compte Financier 2015 du Groupement,

- deux décisions modificatives du Budget 2016 du Groupement,

- le protocole financier du GIP pour 2015,

- le budget prévisionnel du GIP pour 2017 relatif à sa liquidation.

3- Décisions relatives aux ressources humaines

Les principales décisions de l'Assemblée Générale relatives aux ressources humaines ont porté sur :

- la modification de la grille des emplois permettant le recrutement de 5 cadres opérationnels pour la mise en œuvre du Contrat de Ville à Marseille,

- le régime indemnitaire 2016.

4- Approbations de consultations et études

Les principales décisions concernant des consultations et études ont été :

- l'adoption d'une convention avec l'AGAM pour un programme de travail 2016 comprenant des travaux cartographiques, un état initial de l'Observatoire des Quartiers dans le cadre du nouveau Contrat de Ville, une analyse sur le champ de la réussite éducative et la préparation d'une étude sur l'occupation du parc social,

- l'approbation d'un cahier des charges pour le lancement d'une étude sur l'accès aux droits et les plateformes de services publics.

II – LA MISE EN OEUVRE DU CONTRAT DE VILLE ET DES PROJETS DE TERRITOIRE POUR MARSEILLE

1- Les instances du Contrat de Ville

Le Contrat de Ville signé le 17 juillet 2015 a fixé les grands axes d'intervention de la politique de la ville à l'échelle du territoire de l'actuel Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Courant 2016, 2 comités de Pilotage ont été organisés par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Celui du 2 juin a permis la validation de la première série d'actions de la programmation associative 2016 en fonctionnement et en investissement. Lors du comité de Pilotage du 10 octobre, les sujets suivants ont été traités :

- la validation finale des 725 projets de la programmation associative pour un montant total de financements de 10 008 800 € pour Marseille,
- les avancées des projets de territoires,
- les travaux en cours concernant l'articulation du contrat de ville avec les services de droit commun des signataires,
- l'articulation entre développement social et urbain et rénovation urbaine,
- la validation de la mise en œuvre de l'« observatoire des quartiers » à l'échelle du conseil de territoire.

2- L'appel à projet associatif

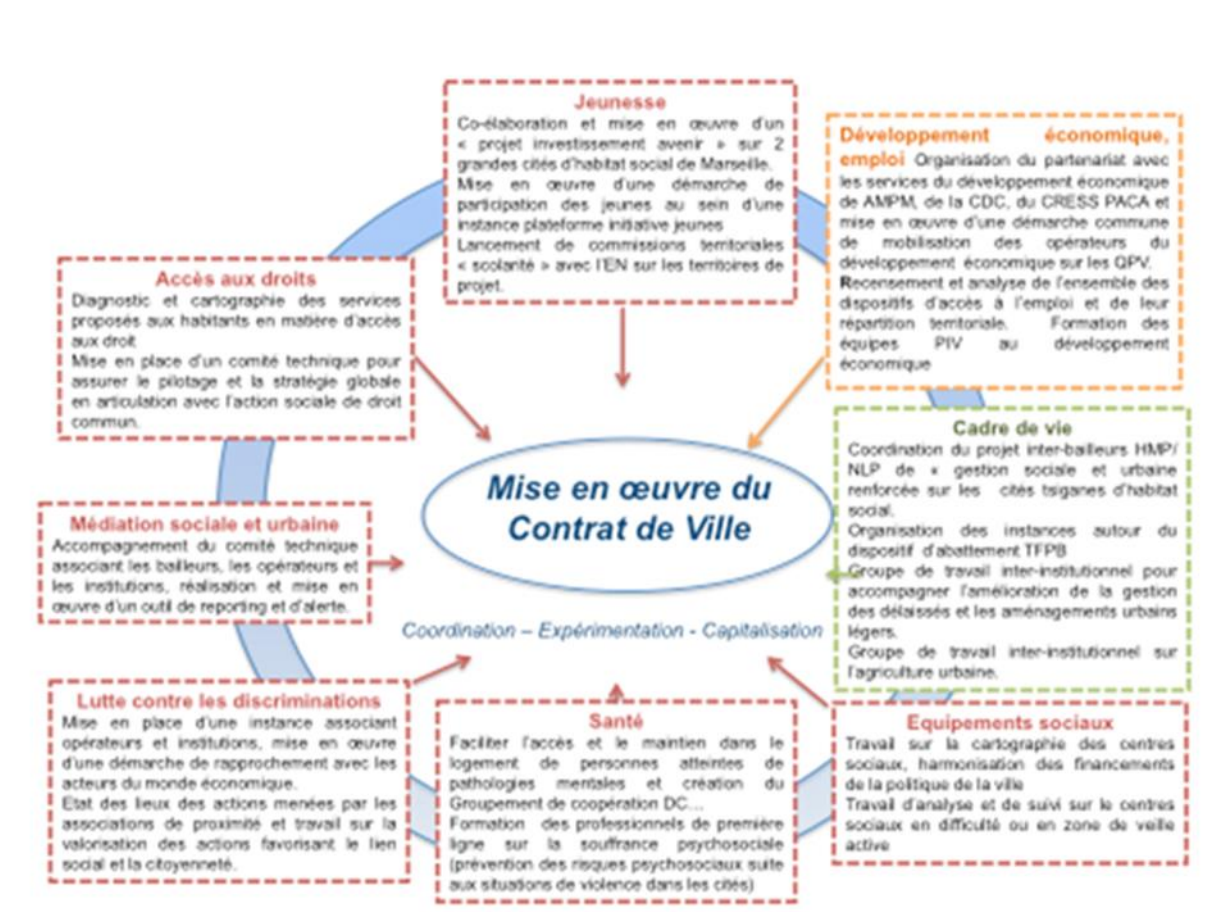
Le 1^{er} trimestre 2016 a permis l'instruction partenariale des projets déposés dans le cadre de

l'appel à projet associatif 2016 en fonctionnement et en investissement, lancé fin 2015. Ces travaux ont abouti à la programmation telle que présentée plus bas.

En amont de l'appel à projet associatif 2017, le GIP a organisé 2 comités des financeurs en juillet et septembre 2016 afin de définir un cadre commun aux communes du Conseil de territoire. L'appel à projet 2017 pour Marseille a été lancé le 10 octobre 2016.

3- Le lien avec les services de droit commun des signataires du Contrat de Ville

Les équipes du GIP Politique de la Ville ont construit tout au long de l'année 2016 une démarche visant à interpellier les différents partenaires du Contrat de Ville sur leurs compétences et leurs stratégies d'intervention, les associant à des travaux d'ingénierie et d'élaboration de plans d'actions sur les quartiers prioritaires de la ville au bénéfice des habitants de ces quartiers.



A titre d'exemples, on peut citer les démarches suivantes qui ont pu être amorcées en 2016 et qui se poursuivront au fil de la mise en œuvre du Contrat de Ville.

- Le comité technique « accès aux droits »

Le diagnostic du Contrat de Ville Marseille-Provence reconnaît les difficultés prégnantes d'accès aux droits auxquelles sont confrontés les habitants des quartiers prioritaires et valide la nécessité de veiller à l'articulation entre les différentes interventions et d'améliorer la gouvernance sur cette thématique.

Dans ce cadre, les équipes du GIP Politique de la Ville ont initié, en septembre 2016, la mise en place du premier comité technique de l'accès aux droits dans les quartiers prioritaires marseillais.

Ce comité technique réunit la Caisse d'Allocations Familiales, la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé Au Travail, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, le Conseil Départemental de l'Accès au Droit, les Directions Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, le Cabinet du Préfet Délégué pour l'Egalité des Chances, le Centre Communal d'Action Sociale, le Conseil Départemental, le Conseil Régional et quelques opérateurs associatifs. Il a pour mission de :

- partager un diagnostic,
- améliorer l'articulation entre les dispositifs de droit commun et les actions de la Politique de la Ville,
- identifier les points de blocages produisant des situations de non-accès, non-recours ou rupture de droits,
- développer la mise en réseau des acteurs.

Cette dynamique collective doit perdurer tout au long du Contrat de ville pour définir une stratégie partenariale en faveur de l'accès aux droits sur les territoires de la Politique de la Ville.

- La participation à la cartographie des zones de vie sociale des centres sociaux

Conformément aux engagements pris lors du Conseil Départemental de la Convention Cadre des Centres Sociaux (CCCS) de 2014 et en accord avec les partenaires, en étroite collaboration avec les équipes territoriales de la Politique de la Ville, les services de la Ville de Marseille ont conduit un travail cartographique sur l'ensemble des équipements sociaux qui interviennent sur le territoire marseillais.

Depuis juin 2015, une série de réunions de travail technique a été proposée à l'attention des partenaires associatifs et institutionnels dont l'objectif était de préciser les zones de vie sociale relevant des équipements structurants et dont le maillage assurerait une couverture plus cohérente à l'échelle communale. L'enjeu majeur de ce travail est de rendre plus lisibles et plus cohérentes les zones de vie sociale des équipements sociaux en prenant en compte les évolutions et les réalités territoriales (zones de projets, zones blanches, etc.).

C'est à ce titre que les équipes de la Politique de la Ville ont été mobilisées. Leur expertise territoriale a permis de poser un diagnostic précis sur les enjeux des équipements sociaux et ainsi de proposer une cartographie des zones de vie sociale ajustée en corrélation avec les besoins et les enjeux territoriaux.

- La contribution à l'élaboration de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance de la Ville de Marseille pour la période 2016-2020

A partir du Contrat de Ville 2015-2020 et des projets de territoire qui ont fait l'objet d'une validation institutionnelle, les équipes du GIP Politique de la Ville ont permis la mention des domaines d'intervention de la Politique de la Ville dans le cadre de la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la Ville de Marseille.

Ils seront mis en œuvre ou poursuivis sur les quartiers prioritaires de la ville avec le soutien des équipes opérationnelles et en adéquation avec les missions du Comité Local de Sécurité et Prévention de la Délinquance de Marseille.

Ils concernent :

- la tranquillité publique et plus particulièrement les « opérations concertées », la prévention du trafic de stupéfiants avec la poursuite et l'élargissement du dispositif trafics Acteurs Territoires (TAT), l'action Travail Alternatif Payé A la Journée (TAPAJ) portée par le groupe SOS et la réflexion partenariale sur la prévention des souffrances psychosociales, ainsi que des actions de prévention primaires concourant à la lutte contre la radicalisation,
- La médiation sociale et urbaine et notamment son suivi et son ingénierie, ainsi que son évaluation et à son articulation étroite avec la gestion urbaine et sociale de proximité,
- la sécurité routière et la possibilité d'une sécurisation mieux adaptée aux abords des établissements scolaires, des jardins publics et des aires de jeux pour enfants, complétée par des actions de sensibilisation aux conduites à risques s'adressant plus particulièrement aux jeunes conducteurs,
- l'accès aux droits et la justice de proximité grâce à un soutien, aux côtés du droit commun, aux opérateurs de l'accès aux droits ainsi qu'aux plateformes de services publics.

4- La formation et l'accompagnement des acteurs

- Formation et échange autour de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP)

Dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat de Ville et de son axe 1 relatif au cadre de vie et à l'amélioration de la gestion urbaine, les signataires ont exprimé le souhait de formaliser des stratégies partenariales de GUSP et de mobiliser l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties des bailleurs sociaux afin de porter des objectifs

engageant pour chacun. A ce titre, les équipes de la Politique de la ville ont été confortées dans leur rôle de chef de file du réseau d'acteurs concernés par ces démarches qui ont émergé durant la mise en œuvre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale 2009-2015 et des projets du 1er programme de rénovation urbaine.

Une journée de formation et d'échange de pratiques a été organisée en novembre 2016 avec l'appui d'un bureau d'étude afin de renouveler l'ingénierie de projet des équipes territoriales en s'appuyant sur les travaux, les recherches et les expériences nationales développés autour de l'élaboration de diagnostic, de la coordination partenariale, de la formalisation des outils d'analyse, de suivi et d'évaluation.

- Formation relative à la lutte contre les discriminations

Le Contrat de Ville Marseille-Provence a inscrit comme une priorité la nécessité de structurer l'action de lutte contre les discriminations sur son territoire.

L'Etat a de son côté réaffirmé la lutte contre les discriminations comme un axe prioritaire et transversal de la Politique de la Ville et met à disposition des acteurs locaux différents modules de sensibilisation à la lutte contre les discriminations.

Dans ce cadre, le GIP Politique de la Ville, en partenariat avec le Commissariat Général pour l'Egalité des Territoires, a organisé courant 2016 deux sessions pour sensibiliser les acteurs territoriaux à la lutte contre les discriminations à l'origine. Une quarantaine de professionnels (coordonateurs Réseau d'Education Prioritaire, agents Pole Emploi, agents Politique de la Ville, acteurs associatifs) ont ainsi participé à ces modules animés par un formateur spécialisé. De nouvelles sessions sont prévues en 2017 et 2018.

- Accompagnement dans le champ du développement économique

Au regard de la priorité institutionnelle en faveur du développement économique, 4 journées d'accompagnement ont été organisées par le GIP Politique de la Ville à destination de ses équipes pour :

- mieux appréhender les acteurs du développement économique (opérationnels et institutionnels locaux), découvrir les domaines de compétence impliqués, découvrir les outils et dispositifs mis en œuvre sur les territoires pour apporter de nouvelles réponses aux problématiques repérées ;
- être en capacité de mobiliser le droit commun pour apporter des solutions adaptées, veiller à leur complémentarité avec les actions et projets financés par les crédits Politique de la Ville ;
- mieux se positionner dans cet écosystème, favoriser la mise en place de partenariats innovants permettant une coopération entre des acteurs d'approches et cultures professionnelles différentes ;
- fournir des bases méthodologiques pour optimiser l'accompagnement et le développement sur les territoires de projets qui relèvent du champ du développement économique.

- Un catalogue des acteurs de l'emploi et de l'insertion

Dans le cadre de sa mission d'animation et d'outillage des professionnels de la politique de la ville sur les thématiques du Contrat de Ville, le GIP a travaillé à l'élaboration d'un catalogue des acteurs et dispositifs impliqués dans les champs de l'emploi et de l'insertion à l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence. Ce catalogue a pour objectif de permettre aux agents et aux partenaires de la Politique de la Ville qui œuvrent dans les quartiers prioritaires d'avoir une connaissance aussi complète que possible du panel d'acteurs qui interviennent sur ces thématiques, des actions et des dispositifs existants et ainsi de pouvoir les interpeller et les associer à des actions de développement au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires.

- Des groupes d'échanges et de pratiques sur la participation dans les projets d'aménagement

Les GIP Politique de la Ville et Marseille Rénovation Urbaine ont engagé avec l'appui et le savoir-faire d'un prestataire, depuis 2014, un travail sur la participation dans les projets d'aménagement à destination des techniciens.

Bon nombre de techniciens (Ville de Marseille, Métropole, bailleurs, Soléam, Euroméditerranée, Délégués du Préfet...) sont actuellement engagés dans des démarches de participation avec les habitants mais dans le cadre de séminaires antérieurs (2014 et 2015) ils avaient fait remonter un besoin d'accompagnement méthodologique, d'échange, de partage de connaissance et d'expérience.

C'est pour répondre à cette demande qu'une « communauté de pratiques » s'est constituée. 7 groupes d'échanges et de pratiques (GEP) se sont déjà tenus. L'objectif de ces GEP est de donner des ressources aux participants mais aussi de les inciter à partager leurs expériences pour les mutualiser, prendre du recul sur leurs pratiques et réfléchir collectivement.

Grâce à ce travail engagé depuis 2014, un répertoire des bonnes pratiques de la participation a été élaboré et sera diffusé en 2017.

5- Vers des éléments d'évaluation du Contrat de Ville

- l'observatoire des quartiers prioritaires de la politique de la ville

Le GIP Politique de la ville organise depuis plusieurs années un programme annuel de travail avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM). Dans le cadre du Contrat de Ville, le partenariat avec l'AGAM a pour objectif d'apprécier l'impact des politiques de cohésion sociale et de renouvellement urbain sur la trajectoire des quartiers prioritaires, mais aussi d'accompagner la gouvernance dans le pilotage, la mise en œuvre et la définition des priorités d'intervention.

Outre la réalisation de cartographies destinées à illustrer les différentes dimensions des territoires de projets de Marseille (habitat, équipements, transports, services, projets urbains, conseils citoyens, etc.), les travaux avec l'AGAM en 2016 ont porté sur la réalisation d'un état initial de l'observatoire social, économique et démographique des quartiers prioritaires à l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence et la rédaction d'une note préparatoire à la réalisation d'un observatoire de l'occupation du parc social.

- des indicateurs de suivi pour les actions associatives subventionnées dans le cadre de l'axe 2 du Contrat de Ville

Pour favoriser une prise en compte optimisée des projets en lien avec l'axe 2 du Contrat de Ville (emploi, insertion, développement économique), une note de cadrage a été co-construite par l'ensemble des membres du SPEP (Service Public de l'Emploi de Proximité), afin de mieux orienter les porteurs vers les attendus institutionnels spécifiques sur ce volet, vers les partenaires à associer aux actions, ainsi que vers les contacts référents en charge de l'instruction des dossiers. Pour veiller à un suivi pertinent et adéquat de l'ensemble des actions proposées, des suggestions d'indicateurs ont également été co-rédigées.

6- Le lien avec le Renouvellement Urbain

- La participation au protocole de préfiguration

L'année 2016 a été une année à la charnière entre le 1er programme de rénovation urbaine et le NPNRU. Les projets de renouvellement urbain constituent un levier majeur d'intervention et les équipes politique de la ville ont accompagné les 14 projets en cours en s'employant à animer les démarches de gestion urbaine et sociale de proximité, à articuler la programmation associative avec les dynamiques de transformations, à soutenir la participation des habitants et les conseils citoyens.

Dans le même temps, les équipes du GIP Politique de la Ville a contribué tout au long de l'année 2016 à l'élaboration du Protocole de Préfiguration des projets de renouvellement urbain en soumettant, à chaque étape de sa construction, des propositions relatives au bilan du PRU 1, au diagnostic des territoires et aux besoins en études et en ingénierie.

- Les aménagements urbains temporaires

Les signataires du Contrat de Ville ont approuvé dans son programme d'actions les orientations en faveur du renouvellement de la conception, de l'aménagement, de la gestion des espaces urbains dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville à travers le développement de projets d'aménagements urbains temporaires.

Ces démarches visent à aménager temporairement des espaces publics ou privés à enjeu, afin d'en amplifier les usages spontanés, de favoriser l'animation sociale par les acteurs locaux, de faciliter la gestion, de tester et de préfigurer des aménagements définitifs d'un projet urbain. Elles sont menées de manière concertée et participative, s'appuient sur l'expertise d'usage des gestionnaires, des habitants et des acteurs associatifs, ce qui en favorise in fine une appropriation positive et de moindres dégradations. Dans les temps longs des projets de renouvellement urbain, ces projets d'aménagement urbains légers peuvent assurer une fonction de transition et d'attente dès lors qu'il s'agit de concerter, de préfigurer, de stimuler, de donner à voir durant ces longs processus de transformations de la ville.

En 2016, la politique de la ville a soutenu plusieurs projets sur les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville à Marseille : St Mauront, Malpassé, Belsunce, Air Bel, La Castellane, etc.

Enfin, le GIP anime un groupe de travail institutionnel pour favoriser le développement de ces projets dans les quartiers et formaliser un « Guide pratique des aménagements temporaires ».

Articulation Politique de la ville et Rénovation urbaine Les aménagements légers et transitoires

Cible

- espaces délaissés de chantier sur les PRU en attente de renouvellement urbain,
- espaces peu valorisés ou mal adaptés

Opérateurs

Cabanon Vertical, Collectif ETC, Yes We Camp...



Espace délaissé de chantier après démolition en 2013 dans le cadre du PRU de Malpassé

Objectifs

- créer du mobilier urbain hybride léger pour favoriser la réappropriation des espaces publics
- croiser l'expertise d'usage des habitants, des gestionnaires, des acteurs associatifs afin d'assurer la pérennité des aménagements
- favoriser l'implication des habitants à toutes les phases du projet

Des premiers résultats positifs

- mobilisation des acteurs autour d'un projet collectif associant les habitants de la conception jusqu'à la livraison
- préfiguration et expérimentation des usages et de futurs Aménagements.



Aménagement de proximité transitoire réalisé en complément du PRU sur financements Politique de la Ville

7- Les Projets de Territoire

A la suite de la signature du Contrat de Ville, ses déclinaisons territoriales, les 6 projets de territoire concernant Marseille, ont été validés par le premier comité de pilotage du 10 décembre 2015 et adoptés par les signataires dans les semaines suivantes.

En 2016, les équipes du GIP ont donc travaillé à la mise en œuvre opérationnelle des feuilles de routes que représentent les Projets de Territoire. Concomitamment, une gouvernance a été organisée, à travers la mise en place de comités de suivi des Projets de Territoire, afin de prioriser, suivre, et orienter les axes de travail à conduire sur le terrain, qui se déclinent chacun sur des échelles de temps différentes.

La composition de ces instances de gouvernance a été définie à partir du partenariat élargi que sont les signataires du Contrat de Ville. Tous agissent à l'échelle opérationnelle du territoire de projet. Pour la 1^{ère} fois en mai 2016, 2 membres des Conseils Citoyens concernés ont été invités à ce cadre de travail. Depuis, ils sont associés à de nombreux travaux, et instances de suivi ou de pilotage de projet.

Ces rencontres ont permis aux équipes projets de présenter des outils de suivi des Projets de Territoire, qui permettront d'évaluer la mise en œuvre de celui-ci.

Le suivi et l'évaluation des Projets de territoire a été mis en œuvre dès 2016 via l'organisation de Comités de suivi des Projets de territoire qui associent les partenaires institutionnels, les représentants des acteurs locaux et les membres des Conseils Citoyens.

III - L'ACCOMPAGNEMENT DES CONSEILS CITOYENS

Les 10 Conseils Citoyens créés à Marseille sont notamment amenés à :

- Porter la parole des habitants auprès des décideurs de la Politique de la Ville
- Participer aux instances institutionnelles dans une logique de co-construction
- Participer à la dynamique des Fonds de Participation des Habitants (FPH)
- Témoigner des débats et décisions auxquels ils auront participé auprès des habitants

1- La composition des Conseils Citoyens

Un travail partenarial a permis de fixer le 1^{er} cadre formel pour le lancement de la dynamique : 10

conseils citoyens pour les 35 quartiers prioritaires de Marseille, 32 membres répartis à parts égales entre 2 collèges (acteurs locaux et habitants).

Le collège acteurs locaux

L'appel à candidature pour la constitution du collège des acteurs locaux a été ouvert du 3 au 26 juin 2015 et a permis la réception de 283 candidatures parmi lesquelles ont été tirés au sort les membres (16 par conseils citoyens) représentant les différentes catégories identifiées d'acteurs, ainsi qu'une liste complémentaire à laquelle il est fait appel en cas de désistement.

Parce que des associations volontaires tirés au sort n'ont pas participé aux diverses réunions organisées sur les territoires, une rencontre de remobilisation a été organisée le 7 avril 2016, puis des contacts nombreux avec ces structures par les équipes du GIP ou par les Conseils Citoyens eux-mêmes, qui pourront aboutir en 2017 à des désistements ou à des radiations. Celles-ci permettront de faire appel à des acteurs locaux volontaires sur les listes complémentaires afin d'augmenter la mobilisation.

Le collège habitants

Il a été constitué à partir de plusieurs démarches : en 2015 un tirage au sort sur les listes électorales (avec l'envoi de plusieurs courriers et l'organisation de rencontres avec les 2500 habitants concernés, notamment les 2 et 4 février 2016) permettant une représentation nouvelle d'habitants des quartiers prioritaires, puis un appel à volontariat.

Le 1^{er} mars 2016 un Appel à candidature est lancé auprès des habitants en quartiers prioritaires. Il fait l'objet d'un relai presse et des espaces sont réservés dans des journaux locaux pour une bonne diffusion de cet appel à candidature. L'adjointe au Maire participe également à une émission d'une radio locale dédiée aux Conseils Citoyens le 14 mars 2016.

Une seconde série de publications de l'appel à candidatures a été organisée avec des publications au mois d'avril à quelques jours de la fin de l'appel à volontariat.

En parallèle l'ensemble des partenaires locaux identifiés sur le territoire sont mobilisés par les équipes à plusieurs reprises pour les inciter à relayer cet appel à candidatures auprès des habitants.

Cette démarche a été relancée fin 2016 afin de compléter les collèges incomplets.

Une action de porte à porte dans le cadre des financements de la politique de la ville a été organisée fin 2016. Elle permet d'aller vers les habitants dans les secteurs où cela s'avère nécessaire.

Une fois la composition des Conseils Citoyens stabilisée de nouveaux arrêtés seront proposés à la Préfecture pour modifier l'arrêté d'installation pris le 13 février 2016 pour chacun des 10 Conseils Citoyens.

2- Les réunions des Conseils Citoyens

Chacun des 10 Conseils Citoyens s'est réuni très régulièrement en 2016, avec ou sans la participation ou l'animation des équipes de la politique de la ville, en fonction des souhaits des membres des Conseils.

Certains Conseils Citoyens développent d'ores et déjà des initiatives intéressantes et commencent à s'organiser pour fonctionner de manière plus autonome (adresses mail du Conseil Citoyen, rédaction de compte-rendu, déterminations de priorités d'intervention, réunions dans des lieux variés pour couvrir le territoire, etc.).

Un accompagnement méthodologique est d'ores et déjà engagé. Il va se poursuivre et se renforcer pour les Conseils Citoyens qui le souhaitent.

Ils ont déterminés des sujets de travail qui les intéressent et organisent des démarches de diagnostic ou d'interpellation : difficultés d'accès aux stages de 3e pour les collégiens des quartiers prioritaires, interpellation de la RTM sur la desserte de la Cayolle, questionnaire auprès des usagers de la CAF dans le 15/16, etc.

Le site web de la politique de la ville développe une page permettant la mise en partage des comptes rendus de chacune des réunions des conseils citoyens.

3- La participation aux instances du Contrat de Ville

Les Conseils Citoyens ont désigné chacun des représentants habitants et acteurs locaux pour participer aux différentes instances du Contrat de Ville. D'ores et déjà, ils ont été associés :

- aux comités techniques des projets de territoire du Contrat de Ville qui se sont déroulés pour la première fois dans la deuxième quinzaine d'avril,
- aux réunions publiques,
- aux comités de pilotage du Contrat de Ville,
- aux revues de projet dans le cadre des Programmes de Renouvellement Urbain, comme par exemple à La Castellane.

Fin 2016, les Conseils Citoyens ont été également associés à l'instruction des projets dans le cadre de la programmation associative 2017 du Contrat de Ville. Plusieurs méthodes de travail ont été proposées par les équipes du GIP Politique de la Ville et mises en œuvre pour recueillir leurs avis.

Les démarches de co-construction sont largement engagées. Elles donnent un signal positif aux membres des Conseils Citoyens qui vont poursuivre ce travail avec les équipes de la Politique de la Ville sur la priorisation des actions à entreprendre pour chaque projet de territoire.

IV – DES DÉMARCHES DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL REMARQUABLES

Parmi les actions financées dans le cadre du Contrat de Ville ou impulsées par les équipes Politique de la Ville en 2016, on peut citer plusieurs démarches remarquables répondant aux 8 axes prioritaires de travail du Contrat.

1- La Gestion Urbaine de Proximité à Air Bel – axe 1 du Contrat de Ville

Depuis 2015, une démarche de Gestion Urbaine de Proximité (GUP) a été initiée dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain d'Air Bel. Il s'agit d'une instance d'échange et de réflexion permettant d'établir un diagnostic sur le fonctionnement et la gestion de la cité et ce, afin d'engager des actions concrètes pour mieux répondre aux attentes des habitants. Plusieurs actions ont abouti, notamment l'aménagement et l'entretien de certains espaces délaissés, l'amélioration de la collecte des déchets, le renforcement de l'entretien, la mise en place du tri sélectif, mais aussi le soutien et l'accompagnement d'associations structurantes intervenant sur le territoire (Aceleem, le centre social, Aic, etc.) Des comités de suivi GUP sont animés régulièrement par l'équipe Politique de la Ville afin d'assurer une coordination entre les différents acteurs et les institutions (services publics, bailleurs sociaux, associations locales, etc.).

2- Le théâtre du Centaure – axe 1 du Contrat de Ville

Le Théâtre du Centaure est une compagnie artistique de spectacle équestre dont les créations s'apparentent au théâtre, au cirque, aux arts visuels ou encore à la danse. Le travail de la compagnie est centré sur une relation fusionnelle imaginée entre l'Homme et le cheval, « l'utopie Centaure ». De renommée internationale, le Théâtre du Centaure est également un lieu de création artistique, de répétition et de résidence pour les artistes. L'organisation dans le cadre de Marseille-Provence 2013 du projet "Transhumance", faisant de Marseille le point de convergence d'un important troupeau transhumant venu de tout le département, a été une véritable réussite populaire.

Souhaitant poursuivre l'élan de rencontre avec la population initié par "Transhumance", l'association s'est inscrite davantage sur son lieu de vie et a développé un projet territorial, en complément de ses activités artistiques. Elle a choisi pour cela de s'implanter en octobre 2016 dans le 9ème arrondissement, au Parc de la Jarre, en axant prioritairement son action auprès des habitants des Quartiers prioritaires de la politique de la ville. Son approche sociale de la culture et sa disponibilité lui ont permis d'être rapidement acceptée localement. L'association a ainsi développé un réseau d'habitants et de partenaires locaux (centre social, écoles, associations, Parc national des Calanques, etc.) participant à la vie du théâtre, les « Complices du Centaure ». Ce projet territorial bénéficie d'un soutien financier de la Politique de la

Ville depuis 2010, d'un accompagnement et d'un appui des équipes territoriales dans la mise en réseau d'acteurs et le suivi de ses orientations.

3- Déploiement d'un accompagnement aux usages numériques – axe 1 du Contrat de Ville

Ce projet, porté par Emmaeus Connect, a pour objectif principal de faciliter l'accès aux droits et l'insertion sociale et professionnelle des publics vulnérables grâce au numérique.

Les objectifs spécifiques du projet sont de dresser un état des lieux des besoins numériques du territoire et des initiatives existantes, afin de proposer des solutions adaptées qui répondent à des besoins numériques et sociaux non couverts.

Le diagnostic territorial d'inclusion numérique doit en effet permettre de dresser une cartographie des actions déjà en œuvre et d'identifier les besoins non couverts à ce jour sur le Nord Est 13ème. Le projet favorisera l'outillage des professionnels de terrain pour les mettre en capacité de répondre aux demandes spécifiques de leurs usagers dans l'utilisation des services essentiels (accès aux droits, démarches administratives).

A l'heure actuelle, le diagnostic est en cours de finalisation et devrait être restitué au mois de mars 2017 avec les propositions d'actions qui pourraient en découler.

4- Projet « Créer pour résister ensemble » - Association Anthropos – axe 1 du Contrat de Ville

L'objectif de cette action était de développer le pouvoir d'agir des habitants et de faire émerger des projets autour des valeurs de la république et du vivre ensemble, en croisant les regards des enseignants, des parents, des habitants, des élèves et des acteurs socioéducatifs, tout en travaillant autour d'un lieu emblématique : le camp des Milles.

Le projet est parti du réseau REP+ Vallon des Pins, à Notre Dame Limite : 20 classes du CM1 à la 3e ont ainsi été mobilisées. Toute l'année les élèves ont débattu, écrit et produit sur les thématiques de la résistance, de la citoyenneté et de la liberté lors d'ateliers et de visites du camp des Milles.

C'est dans ce contexte que l'association Anthropos - Cultures Associées a mobilisé 3 groupes de parents qui fréquentent ces mêmes écoles, à travers une quinzaine d'ateliers d'expression afin de favoriser la participation et le développement de compétences, de l'estime de soi et de la conscience critique. De ces ateliers ont émergé 29 propositions concrètes pour résister aux problèmes repérés, comme par exemple « éduquer les enfants à la tolérance », « avoir des discours et attitudes partagés entre parents, enseignants et éducateurs, envers les enfants », « valoriser la civilisation arabomusulmane pour restaurer l'estime de soi », etc.

La prochaine étape de ce travail permettra de traduire ces propositions en actions concrètes sur les deux prochaines années.

En parallèle l'association a mis en place un cycle de sensibilisation à l'intention des professionnels de terrain des 15e et 16e arrondissements de Marseille sur la thématique : travailler avec les jeunes des quartiers populaires : soutenir l'expression pour prévenir les phénomènes de radicalisation. Ces journées de réflexion ont bénéficié à plus de 15 intervenants socio éducatifs du territoire.

**5- Projet « Cité en parade » –
Centre social de la Savine – Vallon des
Tuves – axe 1 du Contrat de Ville**

Le 10 décembre 2016 s'est déroulée la fête tant attendue par les habitants de la Savine et des quartiers environnants : « Cité en parade », déambulation carnavalesque qui a rassemblé les habitants et les associations locales le temps d'une journée de fête.

Porté par le centre social CCO La Savine – Vallon des Tuves, cet événement est le fruit d'un travail mené tout au long de l'année par les habitants du quartier et de nombreuses associations partenaires du projet : Générik Vapeur, lezap'arts, arteciel, l'Addap 13, Kunga'ka, Arts et développement, sans oublier les associations locales.

Des ateliers ont eu lieu de janvier à décembre, au cours desquels les enfants, les adolescents et les familles se sont investis et ont pu concevoir et réaliser de magnifiques chars, des costumes, un totem, une marionnette géante, et proposer des spectacles de danse et de percussion.

Au-delà de cette journée festive qui a fait la fierté des habitants, c'est bien le travail de préparation mené tout au long de l'année qui a permis de rassembler les énergies du quartier autour d'un projet commun.

**6- Un garage solidaire à Arenc/St
Mauront : Les Mécanos du cœur – axe
2 du Contrat de Ville**

C'est un garage solidaire et associatif situé sur le territoire d'Arenc/St Mauront. Son principe est de permettre aux adhérents, et notamment à des personnes à faibles ressources, d'entretenir et de réparer leur véhicule en bénéficiant de tarifs réduits, d'être formés à la mécanique et à l'entretien de leur véhicule, d'utiliser les outils du local et d'augmenter ainsi leur autonomie dans la gestion de leur voiture.

L'action permet ainsi de favoriser la mobilité et l'autonomie d'un public fortement précarisé et de lever certains freins à l'emploi tout en développant un réseau d'entraide et de solidarité entre les adhérents et en luttant contre le « garagisme sauvage », largement pratiqué sur le territoire, et le dépôt de voitures-ventouses. L'équipe est composée de 3 salariés et d'une vingtaine de bénévoles.

De 197 adhérents en 2013, l'association est passée à 389 adhérents au 1^{er} décembre 2016. Elle a ainsi un carnet de commande plein (1 ou 2 mois d'attente) et ne peut plus répondre à la demande croissante de réparation. Pour cette raison, un 3e salarié, auparavant bénévole, a été embauché en septembre 2016 et l'association souhaite augmenter la capacité d'accueil et de production du garage.

L'association porte ainsi un projet social de qualité et un modèle économique innovant tout en étant en capacité de s'adapter aux besoins du territoire et aux imprévus de son propre développement associatif.

**7- Lancement de diagnostics
sociaux et urbains sur plusieurs
copropriétés dégradées – axe 4 du
Contrat de Ville**

Depuis septembre 2016, l'équipe territoriale de la politique de la ville a lancé un travail de diagnostic sur plusieurs copropriétés dégradées (recensées dans le cadre de l'observatoire des copropriétés dégradées) afin de faire un état des lieux de la situation de chaque site. L'objectif de cette démarche vise à proposer un plan d'aide à la résolution des dysfonctionnements repérés, et ce en lien avec les partenaires concernés (Etat, Ville, Métropole, associations spécialisées, etc.). Il s'agit également de développer des actions socio-éducatives en lien avec les équipements et les associations de proximité sur ces sites souvent très isolés en termes d'interventions). Dans une première phase, sont concernées les copropriétés d'Est Marseillais, Bel Ombre et de la Cravache. Dans une seconde phase, l'action pourra se poursuivre sur les copropriétés de la Mazenode et la Sauvagère.

**8- Favoriser la mobilité des
habitants de la Castellane et de la
Bricarde – axe 5 du Contrat de Ville**

La démarche de concertation associée à l'élaboration du Projet Urbain de la Castellane et de la Bricarde, pilotée par Marseille Rénovation Urbaine, a mis en lumière les difficultés de mobilité rencontrées par les résidents de ce territoire. Des constats et des propositions formulées par les acteurs de terrain (habitants et professionnels) réunis en groupes de travail, sont nées trois actions. Elles ont démarré en 2016 grâce au soutien des équipes de la politique de la ville et à des financements des partenaires du Contrat de Ville (Métropole, Etat).

Ainsi, depuis l'automne dernier, l'association Formation et Métiers propose aux habitants du territoire des ateliers de diagnostic et de réparation de leurs véhicules personnels, ce « garage solidaire » bénéficiant des infrastructures et des agents du lycée professionnel St-André. Ce centre de formation offre également à une quinzaine de personnes, en grande majorité des femmes en insertion professionnelle, un accompagnement adapté et renforcé au passage du permis de conduire. Ces deux actions sont travaillées en étroite collaboration avec les centres sociaux du

territoire et le dispositif MObilisation Vers l'Emploi (MOVE).

Enfin, la Maison de l'Emploi porte un dispositif expérimental de préfiguration de « pôle mobilité ». Ce pôle est pensé comme un espace d'accueil et d'informations, animé par un conseiller en mobilité, en forte proximité avec les acteurs de terrain et en articulation avec des actions de formation, d'accompagnement social et socio-éducatif du territoire. Il pourra proposer des actions d'information, des ateliers diagnostics et de formations à la mobilité, des temps d'animation (journées mobilité), etc. En cohérence avec la démarche participative déjà enclenchée, les actions proposées par ce « pôle » seront élaborées en lien avec les acteurs locaux déjà porteurs d'actions ou de propositions sur la mobilité, les habitants souhaitant s'y impliquer ainsi que le Conseil citoyen du territoire 15/16 Ouest.

9- **Harmonicités – axe 6 du Contrat de Ville**

Inspiré d'une initiative vénézuélienne, Harmonicités est un projet initié par le Comité d'Intérêt de Quartier « Sévigné et alentours » et porté par l'association APIS. Il vise à faire découvrir la musique classique, par la pratique d'instruments, à 24 enfants issus des résidences de la Cravache et du Trioulet. Encadrés par des animateurs de l'association et des professeurs de musique, les musiciens en herbe bénéficient, moyennant une participation symbolique, de douze heures de pratique musicale et d'aide aux devoirs par semaine en temps périscolaire. Le soutien financier continu de la politique de la Ville depuis le début du projet en 2012 leur permettra à terme de constituer un véritable orchestre symphonique qui proposera des représentations dans le quartier, voire au-delà.

10- **La création d'une «Table Jeunesse» sur le secteur des Crottes et de la Cabucelle – axe 6 du Contrat de Ville**

Les constats faits par les acteurs du secteur Crottes-Cabucelle de la difficulté de nouer ou renouer des contacts avec les jeunes qui sont hors de tout circuit (scolaire, éducatif, social, emploi, loisirs...), ont conduit à la création de la « Table jeunesse ».

En effet pour beaucoup de jeunes, la sortie du système scolaire marque une rupture avec les différentes offres, actions et les accueils proposés par les acteurs associatifs et institutionnels. Cette instance, qui se réunit une fois par trimestre, a pour objectifs :

- de partager une expertise précise des différentes actions et instances œuvrant auprès du public jeune,
- d'identifier les manques en termes d'offres,
- de réfléchir à la manière d'« aller vers » le public jeune,
- et in fine d'élaborer un plan d'actions à renforcer et à développer.

En s'appuyant sur les dynamiques générées (ou à venir) par l'arrivée d'Euromed 2 sur le secteur, la « table jeunesse » envisage de créer des points de rencontres, des événements partagés entre acteurs repérés et mobilisateurs afin de créer une dynamique de contact avec ces jeunes.

11- **Un Espace Lecture à Val Plan – axe 6 du Contrat de Ville**

L'association ACELEM a pour but de favoriser l'accès à la lecture et à l'écriture, d'attirer les publics qui ne fréquentent pas les structures de lecture publique et de servir de passerelle avec les bibliothèques municipales.

Les problématiques autour de la maîtrise du langage, de l'écriture et de la lecture sont relativement prégnantes sur Marseille, le diagnostic du Contrat Territoire Lecture identifiait cette difficulté. Aussi, le Contrat de Ville, et les Projets de Territoires visent à améliorer cette situation.

En 2016, un 8ème équipement Espace Lecture a été implanté au cœur de la cité de Val Plan. Cette structure permet de rééquilibrer l'offre d'accès à la lecture sur le territoire pour les habitants du 13ème arrondissement.

La Politique de la Ville a accompagné le projet d'une manière prioritaire au regard des enjeux, en soutenant un projet en investissement (l'acquisition de mobiliers et de matériels informatique), ainsi que le volet fonctionnement, permettant de proposer diverses actions autour du livre.

Le lieu est très bien identifié, l'impact des actions est extrêmement positif, tant sur le public bénéficiaire, que sur le partenariat local qui utilise cet équipement comme lieu ressource.

La vie associative s'est ainsi renforcée avec un acteur et un projet structurant.

12- **Travail Alternatif Payé à la Journée (TAPAJ) – axe 6 du Contrat de Ville**

Le programme TAPAJ est une démarche globale autour de l'insertion, de la lutte contre la délinquance et comme alternative au trafic de drogue, l'accès au soin, et l'amélioration du cadre de vie.

En 2016, le déploiement du dispositif TAPAJ s'effectue à l'échelle de tous les territoires Politique de la Ville de Marseille, faisant de cette action l'une des actions structurante de la programmation associative du Contrat de Ville.

Un comité de suivi mensuel est organisé avec le porteur, afin de coordonner l'action, définir le plan de charge sur l'accompagnement pour le développement et l'information de tous les élus et les directions concernées par l'action (direction des sports et direction des espaces verts de la Ville de Marseille).

Le GIP a entre autre accompagné le groupe SOS pour le dépôt de dossiers de demande de subvention dans le cadre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD), et de l'Investissement Territorial Intégré par le Fonds Européen de Développement Economique Régional

(ITI/FEDER), afin de diversifier ses sources de financements.

Ce travail favorisera d'ici peu l'étayage de l'équipe d'encadrement, l'installation d'un espace d'accueil de proximité, et augmentera le volume de jeunes inscrits sur le dispositif, afin de lui proposer une prise en charge globale (insertion, santé, social, logement...).

En 2016, le porteur de projet a notamment mis en œuvre un important chantier sur la copropriété de Maison Blanche. Une enquête a été réalisée auprès des acteurs locaux et d'une cinquantaine d'habitants. Celle-ci fait apparaître que les habitants, les enfants n'avaient plus depuis longtemps d'espace extérieur, de convivialité, un endroit où se rencontrer, jouer, etc.

Le groupe SOS a donc réalisé un chantier pour remettre en état d'usage un espace nommé terrain de boules. Un espace qui était complètement laissée à l'abandon, jonchés de débris, qui n'était plus utilisé (travaux de cantonnement, peinture, maçonnerie, terrassement).

Le chantier a débuté le 8 juillet et s'est finalisé le 4 septembre, 21 jeunes ont participé.

Certains jeunes sont déjà sur des démarches d'insertion avec projets professionnels qui se concrétisent.

Le partenariat élargi avec les syndicats de copropriété, le conseil syndical, les associations, ainsi que les entreprises a été une des conditions du succès de cette opération inaugurée le 21 octobre 2016.

D'autres chantiers sur d'autres QPV ont d'ores et déjà été réalisés : Air Bel, les Oliviers A, Consolat, etc. Un cahier d'intervention sur chaque territoire de projet a été établi.

13- Le développement des actions enfance sur le secteur de la Joliette – axe 6 du Contrat de Ville

Le secteur Joliette accueille une importante population d'enfants et de jeunes : près de 30% de la population est âgée de moins de 18 ans (dont 70% de moins de 11 ans).

Malgré l'importance de la démographie infantile, il n'existait que peu d'interventions spécifiques en direction de ce public sur le secteur. Pour répondre à ce besoin, l'équipe territoriale de la politique de la ville a impulsé la mise en place d'un plan d'actions pour la tranche d'âge particulière des 6-11 ans ainsi que leurs parents. Il s'est concrétisé en 2016 par la mise en œuvre des actions suivantes.

- La mise en place d'un réseau de partenaires autour de l'enfance et la famille afin d'analyser les besoins non couverts et renforcer les coopérations entre les acteurs. 20 partenaires sont impliqués et 5 temps de travail ont été organisés. Ce travail a été très fructueux puisqu'il a permis l'émergence de 2 nouveaux projets portés par le centre social Baussenque visant la prise en charge des enfants hors temps scolaire (création d'un ludo sport au sein de l'école Vincent Leblanc et d'un Accueil Collectif de Mineurs au sein de l'école Chevalier Paul).

- Le renforcement des actions liées à l'accompagnement à la scolarité des enfants de 6 à 11 ans. Les actions portées par l'association petitapeti ont été étoffées du fait de l'augmentation des dotations Politique de la Ville qui ont permis à un plus grand nombre d'enfants d'être accueillis. Un groupe de parole autour des questions de parentalité s'est également mis en place. Un projet financé en investissement a permis la réfection complète des locaux de l'association pour une amélioration des conditions d'accueil des publics. L'équipe de la Politique de la Ville soutient cette association, notamment dans le cadre du développement du partenariat avec l'Education Nationale, la CAF et le Conseil Départemental.

- L'accompagnement et aide à la structuration de l'Association des Parents d'Elèves de l'école Chevalier Paul. Une action spécifique a été lancée à partir de septembre 2016 visant à renforcer les compétences des parents délégués dans leur implication au sein de l'école et dans leur quartier. En 2016, une démarche de diagnostic a été menée autour de la problématique de la sécurisation du parvis d'école. Une action de végétalisation de ce parvis est également en cours.

- La valorisation des espaces ouverts de proximité. Une seule aire de jeux existe sur le secteur Joliette qui compte pourtant 9 000 habitants. Dégradé et peu entretenu, cet espace situé à l'arrière du collège Jean Claude Izzo, n'est pas adapté à l'usage des familles du territoire qui ont tendance à s'en détourner. Afin d'animer et occuper positivement cet espace, des événements publics et collectifs ont été mis en place à 3 reprises en 2016. Ils ont remporté un certain succès. En 2017, une action spécifique de concertation se construit pour définir les possibilités d'amélioration de cet espace vert afin de le rendre plus fonctionnel et plus convivial pour les habitants du secteur.

14- Action de soutien à la reconnaissance de la médiation santé – Ateliers Santé Ville – axe 7 du Contrat de Ville

Depuis plusieurs années le dispositif Atelier Santé Ville (ASV) de Marseille soutient la médiation santé comme un outil efficace de lutte contre les inégalités sociales et territoriales de la santé. En effet, ces actions permettent d'accompagner les personnes les plus éloignées de la santé, tout en sensibilisant les professionnels de santé aux freins auxquels elles sont confrontées. Les ASV ont ainsi développé et suivi plusieurs actions de médiation santé sur certains quartiers prioritaires : Kalliste, Consolat Mirabeau, Petit Séminaire et la Renaude, auprès de publics résidant en foyer ADOMA ou encore auprès de jeunes suivis par la Mission Locale de Marseille.

Les ASV ont également mis en place des actions visant à la fois à soutenir les médiateurs dans leur travail, mais également à rendre plus visibles ces actions de médiation en produisant un référentiel de compétences du métier de médiateur ainsi qu'une charte de déontologie, développé lors du travail fait en 2011 avec CapMde. Un travail avec InCittà et Regards santé a permis, outre les échanges de

pratiques entre médiateurs, de développer des outils de suivi des actions et un modèle d'efficacité.

Ces démarches locales ont récemment été confortées par une avancée législative importante. La loi de modernisation du système de santé de janvier 2016 a fait inscrire au code de la santé publique la médiation santé comme un outil pour améliorer l'accès aux droits, à la prévention et aux soins des personnes éloignées du système de santé. La Haute Autorité de Santé (HAS) travaille également sur l'élaboration d'un référentiel métier, qui pourrait notamment s'appuyer sur le travail réalisé à Marseille.

L'ensemble de ce travail a pu être restitué par une coordinatrice ASV lors d'un colloque organisé à Paris le 12 décembre 2016 par l'ASAV (association pour l'accueil des voyageurs) avec le soutien de Santé Publique France et du Ministère des Affaires Sociales et de la santé.

15- Démarche de formation en prévention des addictions et conduites à risques – axe 7 du Contrat de Ville

En 2015, l'ASV s'est saisi d'une démarche de formation en prévention des addictions et conduites à risque proposée par la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA), dans le cadre d'une expérimentation. La MILDECA a confié à la Mission métropolitaine de la prévention des conduites à risque une mission pour expérimenter leur démarche de formation sur 4 territoires, dont Marseille 15/16.

Cette proposition était une belle opportunité pour l'ASV des 15/16^e arrondissements qui souhaitait développer des actions de ce type afin de répondre aux besoins qui remontaient d'un territoire où les problématiques autour de la consommation et de la revente de substances psychoactives est un enjeu important.

La démarche a consisté en une mobilisation des élus et responsables institutionnels et associatifs en amont et en aval de la formation :

- en amont pour partager les constats et besoins de ces acteurs, et ainsi construire le contenu spécifique de la formation à partir de ces échanges,
 - en aval pour une restitution de la formation par les stagiaires à ces mêmes acteurs.
- La formation s'est déroulée sur 6 jours.

Cette démarche a mobilisé un grand nombre d'acteurs sur le 15/16. Lors du premier "comité de pilotage", permettant de sensibiliser les acteurs et construire le contenu à partir de leurs remontées, une trentaine d'acteurs du territoire étaient présents, et 57 demandes pour participer à cette session de formation avaient été recensées. 23 personnes ont participé, croisant à la fois les professions, les structures et les champs d'intervention (travailleurs sociaux, CPE, gestionnaire pour bailleurs sociaux, policiers, professionnels d'équipement sociaux...). Fort de ce succès, au vu des retours très positifs de l'évaluation de la première session et face au manque d'une offre locale semblable, une deuxième session a été proposée. Elle a démarré début décembre 2016 et se poursuivra jusqu'à fin mars 2017.

16- Un bailleur social accompagné par le pôle de développement a investi le champ de la santé mentale – axe 7 du Contrat de Ville

Trouver un logement est une chose, l'habiter en est une autre. C'est sur l'enjeu d'habiter un logement ordinaire lorsqu'on est concerné par la précarité et par les problèmes psychiques que s'est positionné le bailleur social LOGIREM.

Lauréat de l'appel à projet « 10 000 logements sociaux accompagnés » lancé par l'Etat et l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) dans le cadre du Pacte d'objectifs et de moyens du 8 juillet 2013, le projet « situations extraordinaires, logements ordinaires », soutenu à l'échelle locale par une subvention Politique de la Ville et accompagné dans sa mise en œuvre par l'Atelier Santé Ville santé mentale du GIP Politique de la Ville, s'est penché en 2016 sur la situation de plusieurs ménages résidents dans le parc de LOGIREM implanté sur les quartiers politique de la ville au Nord de Marseille. Construit en partenariat avec Groupement pour l'Accompagnement, le Logement, l'Insertion et l'Entraide (GALILE), l'association Solidaires pour l'Habitat (SOLIHA) et le Centre Hospitalier Edouard Toulouse (CHET), ce projet propose et expérimente une pratique d'accompagnement social spécifique, une posture « d'aller-vers » préalable indispensable pour accompagner des ménages qui souvent dénie leurs difficultés pourtant bien réelles (entassement, incurie, isolement, nuisances sonores...), et vise à terme à adapter les pratiques et postures professionnelles des agents de LOGIREM aux personnes fragilisées sur le plan de la santé mentale.

Pour répondre à l'enjeu d'une mutation des façons de faire et de penser, et pour dépasser les représentations associées à la maladie mentale, un programme de formation sur la santé mentale en contexte de précarité, avec un contenu et un format créé et adapté pour un bailleur social, a été lancé. Il est dispensé par l'association InCittà, la société coopérative et participative Réseau Clinique et Travail Social, et s'adresse à près de 90 agents de LOGIREM.

Enfin, pour tenter de bouger les lignes sur la question des attributions, quelques ménages suivis par le CHET et vivant dans un habitat dégradé et inadapté, ont pu accéder, via ce projet, à un logement social correspondant à leurs besoins. Ils sont aujourd'hui pour quelques mois accompagnés à mieux vivre chez eux, mais aussi à mieux appréhender leurs voisins, leur quartier, et plus globalement, leur cité.

17- Médiation Sociale Urbaine (MSU) – axe 8 du Contrat de Ville

Les quartiers de la Politique de la Ville inclut dans les périmètres des deux Zones de Sécurité Prioritaire (ZSP) de Marseille bénéficient depuis 2014 de la stratégie d'approche globale déployée sous l'autorité du préfet de Police dans le cadre des ZSP marseillaises.

Les réflexions conduites à l'automne 2013 entre l'Etat et les collectivités territoriales pour l'élaboration d'un Pacte de Sécurité et de Cohésion

Sociale ont fait émerger l'idée de développer sur les quartiers de la Politique de la Ville, dans le cadre de cette approche globale, des actions de médiation sociale.

Mise en place depuis avril 2015, la Médiation Sociale et Urbaine nécessite la mobilisation de l'ensemble des partenaires associés (Etat, Métropole, Ville de Marseille, bailleurs, AROHLM PACA CORSE, Union Sociale pour l'Habitat, opérateurs MSU ...) afin de pouvoir en faire un dispositif efficace et cohérent sur l'ensemble du territoire marseillais.

Objectifs visés :

- Concilier et rationaliser le dispositif aussi bien dans le parc social qu'au sein des copropriétés dégradées,
- Instaurer des processus de coordination, d'évaluation, de mutualisation de moyens qui permettent de gagner en efficacité générale sur l'ensemble des sites concernés,
- Accroître la pérennité de l'action et assurer son évaluation,
- Favoriser la qualification et les parcours professionnels des personnes recrutées.

Des perspectives pour pérenniser le dispositif s'inscrivent dans le programme d'actions du Contrat de ville. Le projet se développe progressivement par l'intégration de nouveaux bailleurs et d'autres financeurs. Une réflexion est amorcée pour construire un modèle pérenne.

Le modèle de fonctionnement adopté vise à mettre en évidence les dispositifs existants (médiation transport, collège, plage, quartiers politique de la ville), à favoriser une meilleure professionnalisation et rechercher une rationalisation des différents dispositifs.

En lien avec le service Prévention de la Délinquance de la Ville de Marseille, un travail étroit est effectué dans le cadre de la mise en place de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance sur la période 2017-2020 avec un enjeu fort d'établir des passerelles entre les différents dispositifs de médiation sociale déployés sur Marseille.

V - LA PROGRAMMATION ASSOCIATIVE DE FONCTIONNEMENT

En fin d'année 2015 a été lancé l'appel à projet 2016 de manière partenariale, en intégrant les priorités du Contrat de Ville validé en 2015 et en regroupant l'appel à projet fonctionnement et investissement.

En 2016, le montant des crédits délégués au GIP pour le financement des actions en fonctionnement est de **3 400 000€**, soit une augmentation de l'enveloppe dédiée par la collectivité (Ville de Marseille en 2015, Métropole Aix-Marseille-Provence en 2016), l'Etat ayant souhaité reprendre en gestion directe ses crédits dédiés à la Politique de la Ville.

Le montant des subventions votées par le GIP au titre de l'année 2016 s'élève donc à 3 400 000 € de crédits de la Métropole déléguée au GIP Politique de la Ville.

Montant voté en 2016	3 400 00 € délégués au GIP par la Métropole
Nombre de dossiers déposés dans le cadre de l'appel à projet 2016	974
Nombre de dossiers financés*	725 dont 624 financés par les crédits de la Métropole délégués au GIP
Nombre d'associations*	412 au total dont 281 financées par les crédits de la Métropole délégués au GIP

* Tout financeur confondu (Métropole, Etat, Région, Département)

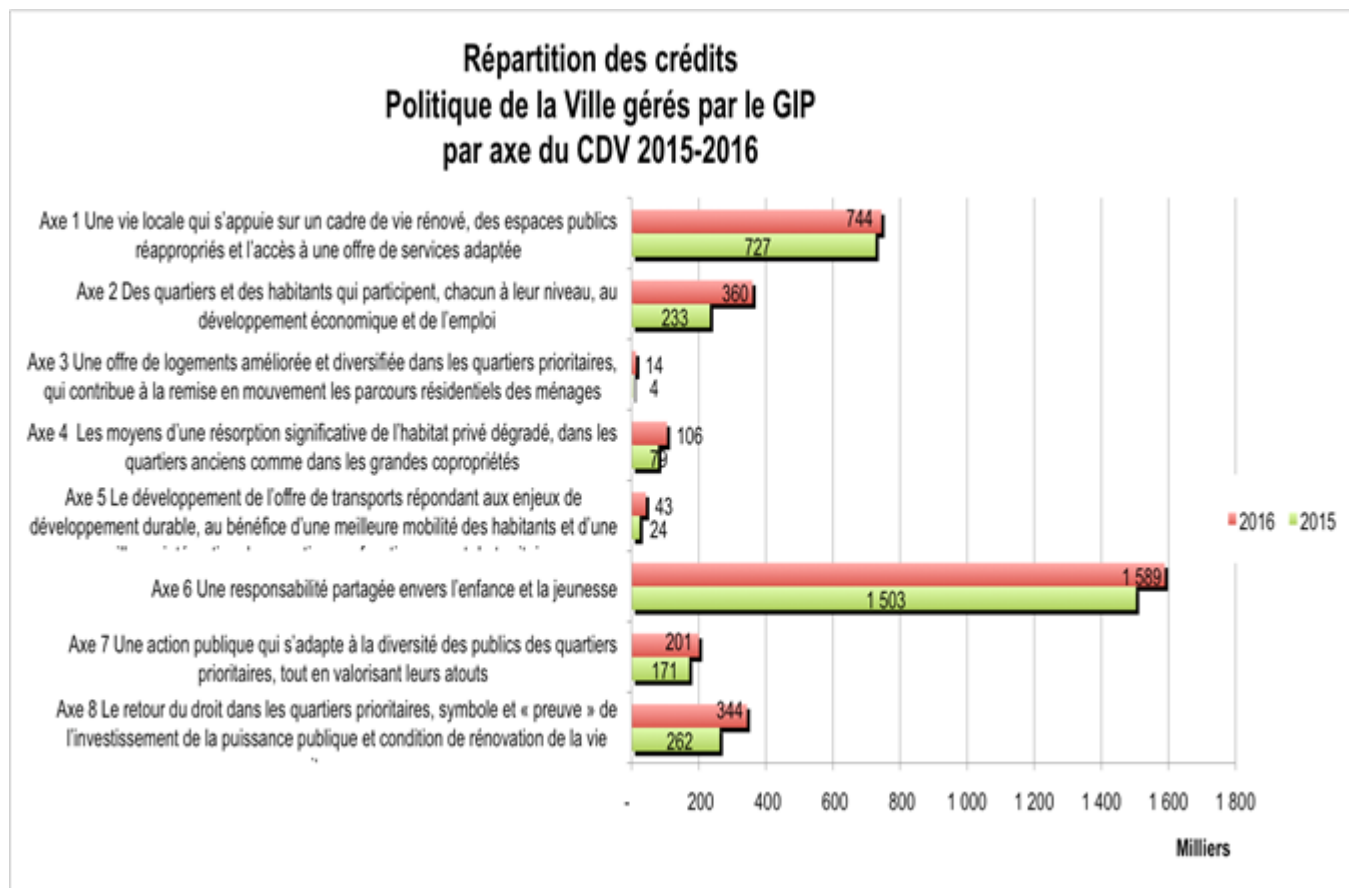
Répartition financière des crédits de la Métropole délégués au GIP par Axe-Orientation du Contrat de Ville

Axe du Contrat de Ville	Orientation du Contrat de Ville	Total 2016
1) Une vie locale qui s'appuie sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée	1.1) Concevoir, réaliser et rénover des espaces publics supports d'une appropriation citoyenne et d'une véritable animation sociale et culturelle	105 550€
	1.2) Renforcer la (les) gestion(s) urbaine(s) de proximité, condition d'une vie quotidienne apaisée et de pérennisation des investissements réalisés	76 000€
	1.3) Mettre à niveau l'offre en équipements et en services de proximité, pour la banalisation du fonctionnement des quartiers prioritaires	226 469€
	1.4) Faire des pratiques culturelles et sportives des vecteurs de bien-être, de développement personnel et d'ouverture des quartiers et de leurs habitants sur la ville	305 462€
	1.5) Soutenir et valoriser le tissu associatif des territoires prioritaires, vecteur majeur de vivre ensemble, notamment au travers les équipements sociaux	31 000€
	TOTAL des crédits de la Métropole délégués au GIP affectés sur l'axe 1	744 481€
2) Des quartiers et des habitants qui participent, chacun à leur niveau, au développement économique et de l'emploi	2.1) Une contribution différenciée des quartiers au développement économique du territoire	76 500€
	2.2) Les habitants des quartiers, un « capital humain » à mettre au service du développement économique local et métropolitain	283 708€
	TOTAL des crédits de la Métropole délégués au GIP affectés sur l'axe 2	360 208€
3) Une offre de logements améliorée et diversifiée dans les quartiers prioritaires, qui contribue à la remise en mouvement les parcours résidentiels des ménages	3.1) Poursuivre et amplifier le renouvellement urbain, vecteur d'innovation et d'excellence environnementale dans les quartiers, au service des habitants	11 500€
	3.2) Améliorer la fluidité des parcours résidentiels pour les ménages des quartiers prioritaires, mais aussi pour optimiser l'occupation du parc existant	2 000€
	TOTAL des crédits de la Métropole délégués au GIP affectés sur l'axe 3	13 500€

4) Les moyens d'une résorption significative de l'habitat privé dégradé, dans les quartiers anciens comme dans les grandes copropriétés	4.1) Mettre en œuvre un plan d'action partenarial sur les copropriétés fragiles ou dégradées, visant à développer des actions préventives et mobiliser les moyens opérationnels, financiers et juridiques en faveur de leur redressement ou de leur rénovation	65 000€
	4.2) Consolider l'action partenariale pour enrayer la dégradation de l'habitat privé ancien	29 000€
	4.3) Renforcer la place de la thématique santé au sein des interventions en matière de lutte contre l'habitat dégradé	11 500€
	TOTAL des crédits de la Métropole délégués au GIP affectés sur l'axe 4	105 500€
5) Le développement de l'offre de transports répondant aux enjeux de développement durable, au bénéfice d'une meilleure mobilité des habitants et d'une meilleure intégration des quartiers au fonctionnement du territoire		42 700€
	TOTAL des crédits de la Métropole délégués au GIP affectés sur l'axe 5	42 700€
6) Une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse	6.1) Décloisonner les différentes interventions thématiques à destination des enfants et des jeunes, autour d'un projet éducatif fédérant l'ensemble de la communauté éducative	383 700€
	6.2) Passer de la « réparation » à la « reconnaissance » des jeunes pour leur donner toute leur place en tant qu'acteurs et ressources des territoires	127 821€
	6.3) Promouvoir la santé auprès des enfants et des jeunes	92 600€
	6.4) Favoriser l'appétence et la persévérance scolaires	229 500€
	6.5) Renforcer les liens entre la formation initiale et le monde professionnel	20 500€

	6.6) Développer la socialisation des enfants de moins de trois ans en favorisant une offre d'accueil adaptée et faire du temps libre des enfants et des jeunes des quartiers prioritaires des moments de d'épanouissement, en particulier en favorisant l'accès aux loisirs éducatifs, à la culture et au sport, vecteur de lien social et de réussite	596 960€
	6.7) Encourager la réinsertion des jeunes en difficulté dans des parcours positifs	138 000€
	TOTAL des crédits de la Métropole délégués au GIP affectés sur l'axe 6	1 589 081€
7) Une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires, tout en valorisant leurs atouts	7.1) Mieux prendre en compte et réduire les discriminations dont font l'objet les femmes dans les différentes dimensions de leur vie dans la cité	55 500€
	7.2) Anticiper et accompagner le vieillissement de la population des quartiers prioritaires	6 000€
	7.3) Accompagner les populations en situation de vulnérabilité dans leur bonne intégration dans la vie de la cité	139 380€
	TOTAL des crédits de la Métropole délégués au GIP affectés sur l'axe 7	200 880€
8) Le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne	8.1) Accès au droit et réponse judiciaire : fluidifier les procédures au service de la « normalisation » des quartiers	155 250€
	8.2) Structurer l'action de lutte contre les discriminations à l'échelle du territoire communautaire	35 000€
	8.3) Limiter les conséquences du trafic de drogues, condition préalable à la tranquillité des quartiers les plus touchés	51 000€
	8.4) Travailler avec les habitants pour qu'ils participent aux démarches et décisions publiques qui les concernent	102 400€
	TOTAL des crédits de la Métropole délégués au GIP affectés sur l'axe 8	343 650€
	TOTAL des crédits de la Métropole délégués au GIP	3 400 000€

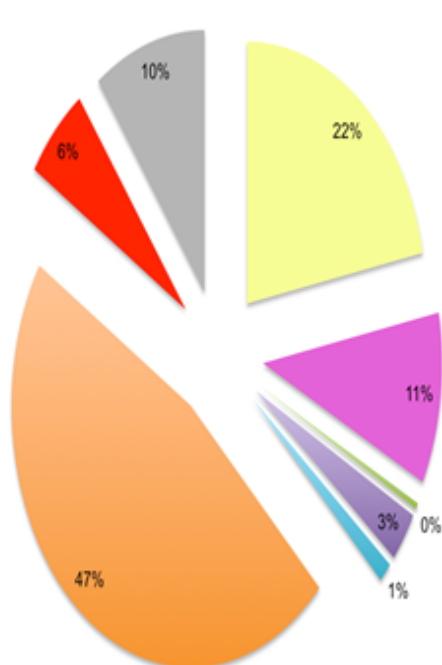
Répartition financière des crédits de la collectivité territoriale compétente délégués au GIP par axe du Contrat de Ville et comparatif entre 2015 (crédits de la Ville de Marseille) et 2016 (crédits de la Métropole Aix-Marseille-Provence) :



En 2016, le montant des crédits délégués au GIP pour le financement des actions Fonctionnement est de **3 400 000€** (soit + 379 414€ par rapport à l'enveloppe contractualisée avec la collectivité compétente en 2015). Cette augmentation de l'enveloppe déléguée au GIP a permis une augmentation des crédits de la collectivité sur l'ensemble des axes/orientations du CDV par rapport à 2015. L'augmentation la plus significative étant l'axe 2 « emploi/développement économique : + 54% par rapport à 2015.

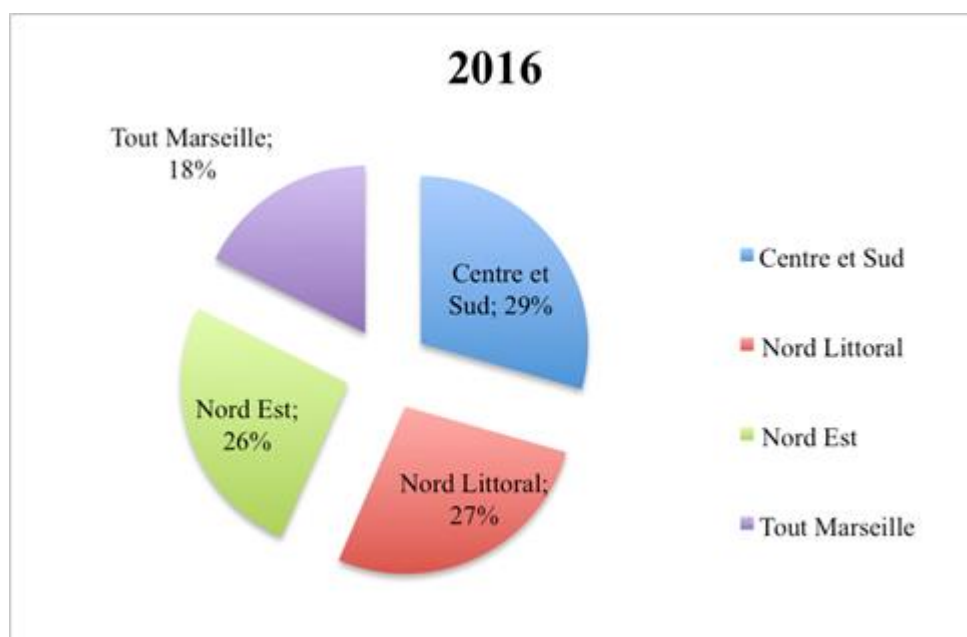
Répartition financière des crédits de la Métropole délégués au GIP par Axe du Contrat de Ville (%)

Répartition des financements GIP Métropole 2016 par axe du CDV



- Axe 1 Une vie locale qui s'appuie sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services adaptée
- Axe 2 Des quartiers et des habitants qui participent, chacun à leur niveau, au développement économique et de l'emploi
- Axe 3 Une offre de logements améliorée et diversifiée dans les quartiers prioritaires, qui contribue à la remise en mouvement les parcours résidentiels des ménages
- Axe 4 Les moyens d'une résorption significative de l'habitat privé dégradé, dans les quartiers anciens comme dans les grandes copropriétés
- Axe 5 Le développement de l'offre de transports répondant aux enjeux de développement durable, au bénéfice d'une meilleure mobilité des habitants et d'une meilleure intégration des quartiers au fonctionnement du territoire
- Axe 6 Une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse
- Axe 7 Une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires, tout en valorisant leurs atouts
- Axe 8 Le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne

Répartition financière des crédits de la Métropole délégués au GIP par territoire d'intervention



VI – LA PROGRAMMATION D'INVESTISSEMENT

Les projets d'investissement participent à la requalification des quartiers par l'aménagement d'espaces extérieurs, la rénovation et l'équipement des locaux associatifs ainsi que la construction et la modernisation d'équipements municipaux.

En 2016, 66 projets ont été financés par les partenaires.

1- Les actions d'investissement dans le cadre du Contrat de Ville

Comme pour la programmation en fonctionnement, l'appel à projet d'investissement 2016 a été lancé fin 2015. L'instruction des demandes de subvention est confiée aux équipes du GIP Politique de la Ville ainsi que les propositions de financement au titre de la Ville de Marseille.

Au cours de l'année 2016, 41 associations ou organismes logeurs ont reçu un avis favorable pour le financement des 47 projets en investissement. 11 projets concernent des travaux, 26 projets l'acquisition de matériel et 10 combinent travaux et acquisition de matériel.
Le coût total de ces projets s'élève à **2 136 272 euros**.

Le financement Politique de la Ville représente 1 449 794 € dont :

- ⇒ 1 233 909€ pour la Ville de Marseille,
- ⇒ 138 203€ pour le Conseil Départemental,
- ⇒ 134 469€ pour la CAF,
- ⇒ 83 397€ pour le Conseil Régional.

On peut citer pour exemple les opérations significatives suivantes :

- Différents projets d'aménagements transitoires, dont la particularité est d'investir des espaces délaissés et de construire en concertation avec les habitants un projet d'aménagement original et sur mesure, ont été financés en 2016 :

- Parc Bellevue : les projets de Marseille Habitat et de Logirem visent à créer des espaces de convivialités par l'implantation de modules légers.
Le coût du projet de Marseille Habitat est de 80 000 € avec un cofinancement de la Ville de 43 000€ et du Département de 21 000 €.
Le coût du projet de LOGIREM est de 40 456 € avec un cofinancement Ville de 21 565 € et Département de 10 800 €.

- Résidence Ruisseau Mirabeau 1 et 2 : le projet participatif de Nouveau Logis Provençal sur la requalification des espaces extérieurs collectifs délaissés vise à améliorer le cadre de vie des habitants de la cité.
Le projet s'élève à 120 096 € avec des financements de la Ville de Marseille de 56 077 € et du Département de 40 000 €.

- En matière de travaux permettant d'améliorer les locaux et de faciliter l'intervention des associations, dans le Nord Est 14ème, la société ERILIA porte le

projet de relocalisation de l'association Vieux moulin. Cette association exerce des activités culturelles, sociales ainsi qu'une activité de centre aéré, et abrite une banque alimentaire. ERILIA propose de mettre à disposition de l'association de nouveaux locaux après restructuration et mise aux normes accessibilité et sécurité au regard de la législation des ERP.

Le coût global du projet s'élève à 445 978 €. La Ville de Marseille participe à 245 288 € et la CAF à 111 494 €.

- En matière de soutien aux acteurs associatifs par de l'acquisition de matériel, on peut citer le soutien apporté, dans le Grand Sud Huveaune, au Centre de Culture Ouvrière qui aura en gestion le futur Centre Social Romain Rolland dont les travaux sont actuellement en cours, et qui a sollicité la Politique de la Ville pour l'équipement des locaux. L'objectif est de permettre de travailler et recevoir le public dans les meilleures conditions.

Le projet s'élève à 90 078 € dont 18 016 € financés par la Ville à part égale avec la Région, le Département et la CAF.

2- La Dotation Politique de la Ville

Créée en 2009 et modifiée par la loi de finances 2014, la Dotation Politique de la Ville (DPV), attribuée par l'Etat à la commune de Marseille, intervient pour contribuer au financement d'équipements publics et d'actions dans les domaines social, éducatif et sportif dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

En 2016, Marseille s'est vu attribuer une dotation de 4 500 000 €, qui a permis le financement de projets pour un coût total de 8 620 000 € TTC.

L'Etat et la Ville de Marseille ont souhaité, cette année, prioriser les projets d'investissement visant à réhabiliter des bâtiments scolaires, dont les travaux étaient immédiatement réalisables.

Dans la perspective de Marseille Capitale du Sport en 2017, un million d'euros a également été affecté sur les équipements sportifs.

500 000 euros ont été attribués pour poursuivre la mise en œuvre de la médiation sociale urbaine sur les quartiers prioritaires de la Ville de Marseille.

Au total ce sont 18 opérations d'investissement et une opération de fonctionnement qui ont bénéficié de financements dans ce cadre.

VIII - LE PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE

Le Programme de Réussite Educative (PRE) de Marseille a été créé en 2005, en application de la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, et sa mise en œuvre confiée au GIP Politique de la Ville par l'Etat et la Ville de Marseille.

Pour rappel, ce Programme s'adresse à des enfants âgés de 2 à 16 ans, repérés en fragilité, scolarisés dans un établissement en zone d'éducation prioritaire et habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Après accord de leur famille et

étude de leur situation en équipe pluridisciplinaire, réunissant les référents locaux des partenaires du PRE (Conseil Départemental, Caisse d'Allocations Familiales, Education Nationale, Protection Judiciaire de la Jeunesse, etc.), des actions appropriées constituant un parcours de réussite éducative leur sont proposées afin de répondre aux problématiques ayant motivé leur repérage.

Initialement mis en place sur deux bassins de collège, le PRE de Marseille s'est progressivement déployé jusqu'à couvrir lors de l'année scolaire 2012/2013 les 21 collèges en réseau d'éducation prioritaire, leurs écoles de rattachement, ainsi que les enfants originaires des sites d'Air Bel et de La Soude/ la Cayolle.

Dans le cadre de la préparation de la dissolution du GIP Politique de la Ville, l'Etat a souhaité que l'année 2016 permette une transition entre l'arrêt du portage du dispositif par le Groupement au 30 juin 2016 et sa reprise par une structure dédiée. Cette décision de transfert du Programme a entraîné de nouvelles modalités de fonctionnement avec notamment un arrêt des repérage au 31 décembre 2015 et la préparation de sorties du dispositif pour en restreindre l'activité à l'essentiel durant la période de transition.

Ainsi, pour ce qui concerne l'année 2015/2016, il faut distinguer le nombre de parcours suivis par les équipes du PRE (609 bénéficiaires) et le nombre de parcours actifs au 30 juin 2016, date de la fin du portage du Programme par le GIP Politique de la Ville (87). Ces derniers ont été transmis à la Préfecture pour une reprise par le nouveau dispositif, ainsi que des informations sur des situations repérées mais pour lesquelles les parcours n'ont pu encore être mis en œuvre. Il faut noter que la diminution de l'activité du PRE sur l'année 2015/2016 s'explique à la fois par les modalités décidées pour la transition et le nombre de vacances de postes de référents avec décision de ne pas les pourvoir.

VII – LE CONTROLE DE GESTION ET LA GESTION DE L'INFORMATION

1- Gestion de l'information (base de données et site internet)

Pour adapter le système d'information du groupement à l'évolution de la Politique de la Ville, aux exigences techniques liées au nouveau Contrat de Ville et au transfert de compétence à la métropole d'Aix-Marseille-Provence, un travail d'audit et de réorganisation de la base d'administration des subventions a été amorcé au cours du 4^{ème} trimestre par le service.

Dans la même logique, des modifications du site internet ont visé une amélioration de l'ergonomie, de l'architecture graphique et de l'organisation des informations (cartographie, rubrique conseil citoyen, espace projets).

Dans le cadre de ses missions structurelles, le service assure l'entretien régulier des informations nécessaires à la fiabilisation du système de gestion, répond aux besoins de développement d'outils adaptés pour l'instruction technique et pour la communication des informations aux partenaires financiers du Contrat de Ville : mise en ligne des dossiers, fiche d'instruction de projets, tirage au sort pour les conseils citoyens.

L'organisation technique du tirage au sort des conseils citoyens (process et script de tirage) réalisé en 2016 pour compléter les différents collèges habitants a ainsi pu être validé par huissier de justice.

2- Mission d'évaluation des risques et de contrôle

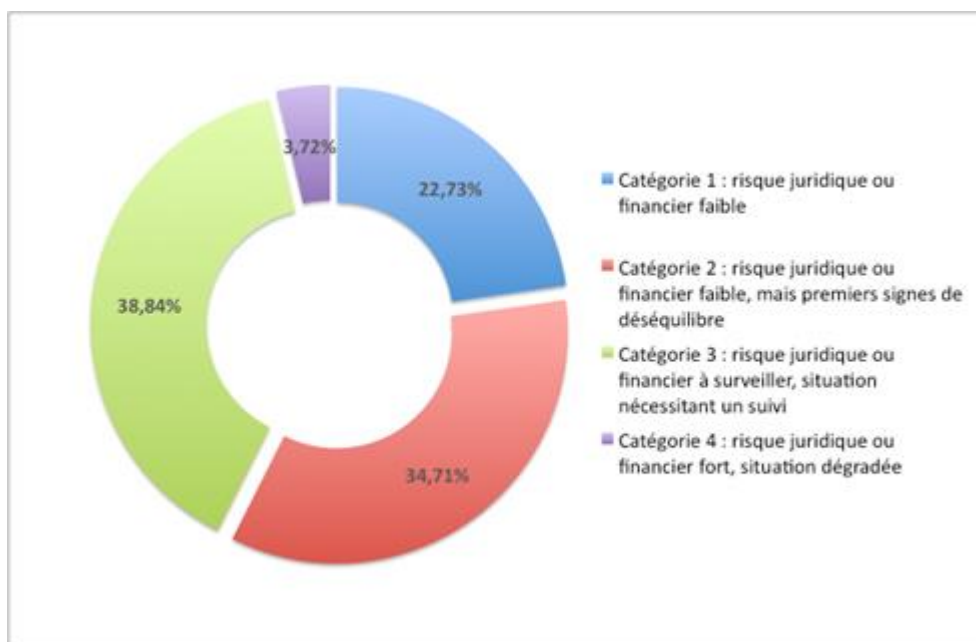
Cette mission assure un rôle de veille, de surveillance et d'alerte important au service des acteurs opérationnels et des décideurs. En appui aux équipes opérationnelles et à la demande de la direction de projet, elle a pour mission d'identifier les risques juridiques et financiers supportés par les associations subventionnées, de définir le plan d'analyse et de suivi des structures diagnostiquées comme structures à risque.

- L'analyse financière et l'identification des risques

Le service donne un avis technique financier d'opportunité pour l'ensemble des structures ayant déposé un projet.

Pour 242 porteurs, le niveau d'analyse est précisé et une catégorisation des porteurs est effectuée selon le degré de risque présenté.

La répartition par catégorie des structures financées et observées en 2016 est la suivante :



Sur demande de la direction, des équipes mais aussi des partenaires (Délégués du Préfet, CAF, Ville de Marseille), le service a également partagé ses analyses financières pour aider les prises de décisions financières des partenaires. Ces analyses et diagnostics financiers sont établis à partir des dossiers de suivi et bilan, des documents conventionnels obligatoires pour toute association ayant une action financée dans le cadre du Contrat de Ville.

- Le contrôle de réalisation des actions

Depuis 2014, le GIP a mis en place une véritable procédure de contrôle sur pièces et sur site des actions financées dans le cadre de la programmation. Les contrôles ont permis d'appuyer les prises de décisions et d'enrichir l'analyse à partir d'éléments factuels et constatés sur le terrain. Chaque contrôle apporte la garantie d'une procédure normée, indépendante et contradictoire dans les échanges avec les opérateurs.

Il donne lieu à un rapport complet communiqué aux structures contrôlées et aux équipes d'instruction ainsi qu'une note interne pour alimenter la stratégie de financement des opérations.

Les préconisations en matière d'intervention technique et financière sont présentées et validées par la Gouvernance.

En 2016, trois actions ciblant des dispositifs de développement économique et social ont fait l'objet d'un contrôle de réalisation et d'une analyse approfondie :

- L'Atelier Chantier d'Insertion (ACI) – Le Clos Val Plan mené par l'Association Départementale de Développement des Actions de Prévention (ADDAP13).

- Le chantier garantie jeunes « Les mains de mer » mené par l'association Thalassanté Estaque Riaux.

- L'action « Être parent à Air Bel » du secteur Animation Collective Famille menée par l'association des équipements collectifs d'Air Bel.

Considérant l'insuffisance d'effectif sur les fonctions administratives et la priorité donnée à la gestion administrative et financière du groupement, les missions de contrôle ont été arrêtées.

- Outillage des équipes opérationnelles

Ce travail vise une harmonisation et une rationalisation progressive des pratiques, préalable indispensable à la construction d'un véritable circuit de reporting.

Le service développe un outillage des équipes territoriales avec notamment le développement d'une grille de lecture et d'analyse des interventions territoriales et thématiques.

La programmation des actions peut ainsi être analysée par croisement entre évaluation de l'utilité sociale des actions et évaluation des risques financiers liés au soutien de ces projets.

3- Ingénierie financière

Dans les recherches de solutions financières alternatives à la subvention publique et d'accompagnement des porteurs pour la diversification de revenus, le service poursuit un travail de recensement des techniques d'innovation financière.

Une première prise de contact avec des opérateurs locaux et nationaux sur les sujets SIB (Social Impact Bonds ou Investissement à Impact Social) et

crowdfunding suit cette volonté d'attirer les investissements privés et de mobiliser ces sources de financements pour le soutien des projets sociaux.

Le Crédit Coopératif et le Comptoir de l'innovation ont ainsi été mobilisés par le service pour organiser l'expérimentation des Titres à Impact Social et poser les bases du développement de cette technique de financement en articulation avec les financements de la Politique de la Ville.

VIII - LA COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE

Trois objectifs principaux de communication ont été suivis en 2016 :

- La couverture d'événements dans la deuxième année du Contrat de Ville 2015-2020 et la première année de fonctionnement des Conseils Citoyens.
- La production d'articles autour des opérations et des acteurs de la Politique de la Ville.
- La production de supports de communication.

Dans ce cadre, les réalisations en matière de communication ont notamment porté sur :

- Un dispositif régulier de production d'articles et de brèves sur le site internet polvillemarseille.fr. Ce type de production propose un panel varié de sujets ou d'actions ayant été financées ou suivies en ingénierie par les équipes de la Politique de la Ville et assure une couverture large des champs d'intervention de la Politique de la Ville.

Le rythme moyen de deux articles de fond par mois et de deux brèves d'information par semaine offre une meilleure visibilité des actions et des porteurs financés.

Cette activité, qui est l'occasion d'une ou plusieurs visites sur site avec entretiens et photos durant le déroulement de l'action permet un apport d'informations complémentaires à l'instruction et au contrôle.

Parmi les articles, les actions valorisées ont été les suivantes :

Mois	Article	Territoire / thème
Janvier	L'épicerie solidaire des Escourtines - Centre Social les Escourtines	Grand Sud Huveaune
	Tremplin 2016, exposition et théâtre « La famille élastique » - Centre Social Saint Gabriel	Nord Est 14ème
Février	Actions de formation 2016 « Santé mentale et précarité » - Association InCitta	Tout Marseille (Santé)
	Exposition « Vivre Marseille aujourd'hui » à l'Alcazar - Association Regards croisés	Tout Marseille (Culture / Cadre de Vie)
	Chantier d'Insertion et de rénovation du cadre de vie Savine - Régie Service Nord Littoral	Nord Littoral Est
Mars	Journées de rencontres et de partage autour de la mémoire de l'Estaque « L'Estaque, l'histoire continue » - Fédération AIL13	Nord Littoral Ouest
	« Vers un chœur de femmes », Biennale des écritures du réel, Consolat Mirabeau - Théâtre La Cité	Nord Littoral Est
Avril	Talents de cités - concours pour le soutien à la création d'entreprise - Union Régionale BGE PACA	Tout Marseille (Emploi)
	Animations Halle Puget « Place à l'art » - Les têtes de l'art	Grand Centre-Ville
Mai	Zoom sur les animations associatives durant les vacances de printemps dans les 15 ^{ème} et 16 ^{ème} arrondissements	Nord Littoral
	« Le printemps de la danse », festival de danse au théâtre du Merlan - Association de Promotion de l'Espace Culturel Busserine	Nord Est
	Conférence débat sur la santé mentale - Association InCitta	Tout Marseille (Santé mentale)
Juin	Ateliers danse Josette Baiz, Bricarde et Castellane - Association La place blanche et la Compagnie Grenade	Nord Littoral Ouest
Juillet/août	Reportage sur les jardins partagés : « Y'a un jardin dans ma cité »	Tout Marseille (Cadre de vie)
Septembre	Le stade multisports à Air Bel	Grand Sud Huveaune / Investissements
	Fête du miel dans les calanques - Association Abiho	Grand Sud Huveaune
	Appel à projets « Identités, parcours et mémoire », valorisation de la mémoire et de l'histoire des quartiers	Tout Marseille (Citoyenneté)
	Biennale artistique « Petit art petit », édition 2016 - Association Lezarap'art	Tout Marseille (Culture)
Octobre	Inauguration du nouveau village équestre du Centaure - Théâtre du Centaure	Grand Sud Huveaune
	Talents de cités - résultats du concours	Tout Marseille (Emploi)
	Animations Halle Puget, inauguration du chantier - Les têtes de l'art	Grand Centre-Ville
Novembre/décembre	TAPAJ, Travail Alternatif Payé à la Journée, projet d'insertion et de prévention - Groupe SOS	Tout Marseille (Emploi)
	Appel à idées pour la rénovation de la serre du parc de la Jarre - Marseille Rénovation Urbaine	Grand Sud Huveaune

- L'annonce des événements organisés par les partenaires et associations financées sur les secteurs de la Politique de la Ville.

- La Banque d'images : Au fil des reportages, une banque d'images spécifiques aux opérations de la Politique de la Ville reprend par territoire, projet et ordre chronologique l'ensemble des prises de vue effectuées et récupérées pour les besoins d'illustrations des différents articles.

- Les supports de communication : élaboration, édition et diffusion d'une plaquette pour le lancement de l'Appel à Projet 2017 et élaboration de 6 plaquettes pour les Projets de Territoire mettant en valeur les déclinaisons territoriales du Contrat de Ville.

- La vie institutionnelle du GIP : préparation et accompagnement de différentes opérations ou manifestations liées à la vie institutionnelle du GIP (accompagnement d'inaugurations officielles, vœux et temps forts avec Marseille Renovation Urbaine).

- Le suivi des Conseils Citoyens

- Organisation des modalités techniques de tirage au sort des représentants et validation par contrôle d'huissier.
- Mise en ligne des arrêtés préfectoraux et des comptes rendus de réunion des Conseils Citoyens.
- Organisation des rencontres entre élus, associations et habitants tirés au sort.

IX- LE CENTRE DE DOCUMENTATION

Un centre de documentation relatif à la politique de la ville à Marseille a été constitué afin de :

- Valoriser l'expression des habitants
- Aider à la qualité des projets par l'amélioration des savoirs
- Transmettre, participer à la formation continue de toutes les personnes concernées,
- Développer la connaissance de la Politique de la Ville auprès des partenaires du Droit Commun,
- Participer à la recherche sur l'Histoire urbaine de Marseille.

Ce centre de documentation est alimenté par les ouvrages fournis par les équipes de la politique de la ville, par les associations, par les institutions ou par recherche internet. Il est constitué de deux catalogues distincts :

- Le catalogue associatif : ouvrages produits par les associations financées au titre de la Politique de la Ville. Il comprend 257 titres catalogués par arrondissement :

- Le catalogue Etudes : études dont l'objet concerne la Politique de la Ville. Il comprend 141 titres par classement thématique.

Une fiche de lecture est réalisée pour chacun des documents catalogués.

Le centre de documentation produit également une revue de presse mensuelle thématisée sur les problématiques de la Politique de la Ville.

Le centre de documentation a également une fonction d'accueil et d'animation du fonds documentaire : réception, accueil, conseils et orientations du public (chercheur-es, doctorant-e-s, salarié-e-s, associatifs). Il accueille une dizaine de personnes par mois.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

COMPTE FINANCIER DU GIP POLITIQUE DE LA VILLE A MARSEILLE POUR L'EXERCICE 2016

Délibération n°2017/02 du 28 février 2017

L'article 18.1 des statuts constitutifs du Groupement d'Intérêt Public précise : « l'Assemblée Générale a pour compétence (...) d'approuver les comptes de l'exercice clos (...) ».

Aussi, il vous est présenté aujourd'hui le compte financier du Groupement pour l'exercice 2016.

Préalablement, il convient de rappeler que l'Assemblée Générale, en sa séance du 22 décembre 2015, a adopté le Budget Prévisionnel 2016. Deux décisions modificatives approuvées lors des séances du 4 octobre et du 15 décembre 2016 ont permis d'ajuster les différents postes budgétaires :

- La Décision Modificative n°1 enregistrait la valorisation financière du personnel de la Ville de Marseille mis à disposition du groupement au titre de l'exercice 2015.

- La Décision Modificative n°2 enregistrait :

> La variation des dotations de l'Etat par rapport au budget initial sur les trois dispositifs (Contrat de Ville, Atelier Santé Ville et Programme de Réussite Educative) et l'ajustement des charges afférentes.

> La valorisation du remboursement à effectuer auprès de l'Etat pour la part des dotations 2015 non utilisées.

> L'ajustement de la valorisation du personnel mis à disposition par rapport au budget initial.

> Une révision de la répartition budgétaire au regard des besoins d'exploitations du groupement.

1 – PRÉSENTATION DU COMPTE FINANCIER

Le compte financier retrace l'ensemble des opérations réalisées au cours de l'année 2016 ; il permet de mettre en évidence l'exécution du budget en comparant les réalisations aux prévisions et de dégager le résultat comptable de la période.

Il présente également la situation comptable des éléments actifs et passifs à la fin de l'exercice.

La présentation de ce compte financier a été établie selon les dispositions du décret n°2012-1246 du 7

novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Le compte financier 2016 comprend :
La balance définitive des comptes,
Le développement des dépenses et des recettes budgétaires par chapitre,
Le développement des résultats de l'exercice,
Le bilan (...).

Chacun des éléments composant le document unique du compte financier est désigné sous le terme de « cadre ».

1-1 - Cadre 1 : Balance définitive des comptes du Grand Livre

La Balance définitive est établie à l'arrêté définitif des comptes.

Les soldes débiteurs et créditeurs qui apparaissent à la balance définitive constituent respectivement l'actif et le passif du bilan de sortie de l'exercice écoulé.

1-2 - Cadre 2 : Développement des dépenses budgétaires (classe 6)

Le cadre 2 retrace par chapitre, article et paragraphe, les dépenses budgétaires de l'exercice ; il est présenté et subdivisé comme le budget (section de fonctionnement et d'investissement).

1-3 - Cadre 3 : Développement des recettes budgétaires

Le cadre 3 retrace le montant par chapitre, article et paragraphe, des recettes budgétaires. Il est présenté et subdivisé comme le budget.

1-4 - Cadre 4 : Exécution du budget

Ce cadre, qui récapitule les opérations budgétaires effectives dans un tableau sous une forme semblable à celle du budget, a un double objet :

- mettre en évidence le résultat de l'exercice,
- donner une vue d'ensemble de l'activité du groupement au cours de l'exercice afin de faciliter la comparaison des prévisions et des opérations effectives ainsi que de faire apparaître les conditions dans lesquelles s'est trouvé réalisé l'équilibre des dépenses et des recettes.

1-5 - Cadre 5 : Tableau de concordance entre la balance définitive du Grand Livre et le développement des dépenses et des recettes de la section des opérations en capital

Ce tableau est destiné à établir la concordance entre la balance définitive des comptes et le développement des opérations de la section en capital.

1-6 - Les documents de synthèse

Ils comprennent :
le compte de résultat de l'exercice,

le bilan au 31 décembre avant affectation du résultat, le tableau des amortissements et des immobilisations,
le tableau des provisions - dotations et reprises par année,
la liste des états de développement des soldes des comptes de classe 4.

2 - ANALYSE DES POSTES LES PLUS SIGNIFICATIFS DU BILAN DE L'EXERCICE 2016

2-1 - Les immobilisations

Pour 2016, les immobilisations acquises au cours de l'exercice s'élèvent à **7 344 €** (Cf. tableau de financement prévisionnel – investissement - du cadre 4) et sont essentiellement expliquées par le renouvellement des licences de logiciel pour la mise à jour et l'exploitation de la base de données « filemaker », socle du système d'information « Polyville » utilisé par le groupement.

Du fait de la dissolution du Groupement, l'ensemble des immobilisations ont été complètement amorties au 31 décembre 2016 et sorties du bilan.

2-2 - Les disponibilités

Le compte de dépôt au Trésor **515** au 31 décembre 2016 s'élève à **3 750 041,12 €**.

2-3 - Les créances

« Produits à recevoir sur exercice suivant » et « Débiteurs divers »

Les comptes **4687 « Produits à recevoir sur exercice suivant »** et **4118 « Débiteurs divers »** permettent la constatation de produits acquis à l'établissement des comptes, mais dont l'encaissement effectif du titre de recette n'intervient qu'en année N+1, soit pour 2016, un montant égal à :

-9 461,57 € pour le compte 4687 concernant essentiellement des versements d'indemnités journalières de la CPAM (311,57 €) et le remboursement de subventions pour des actions non réalisées (9 150 €).

-389,51 € pour le compte 4118 concernant essentiellement des versements d'indemnités journalières de la CPAM encaissées la première semaine de janvier (au 5 janvier 2017).

2-4 - Les dettes

« Fournisseurs et créanciers »

Le compte **4018 « Fournisseurs & créanciers »** regroupe les dépenses pour lesquelles les éléments de liquidation n'ont pas été saisis à la date calendaire du 31 décembre 2016, mais dont le groupement assurera le décaissement au titre de la gestion 2017 pendant les premiers jours de janvier 2016.

Il s'agit donc des dépenses de la gestion 2016 payées début 2017, soit un montant de **9 483,62 €** constitué principalement de soldes de prestations et de subventions à verser, de frais de déplacement et de factures diverses.

Ce compte a été immédiatement soldé en début de gestion 2017 (au 9 janvier 2017) par le compte **515** de dépôt de fonds au Trésor.

« Charges à payer sur exercice suivant »

Le compte **4686 « Charges à payer sur exercice suivant »** permet la constatation de charges dont le groupement devra s'acquitter mais dont le paiement effectif n'interviendra qu'en 2017. La prise en charge de ces dépenses a été faite au titre de l'exercice 2016 pour un montant de **259 713,86 €**.

Il s'agit pour l'essentiel :

- des prestations du PRE,
- de diverses factures (frais de déplacement, études, formation, honoraires médecine du travail, charges de personnel),
- du remboursement de l'Etat pour la part des crédits 2015 non utilisés et pour lesquels aucun titre de recette n'a été émis par l'Etat en 2016.

Ces comptes de la classe 4 sont détaillés dans l'état de développement des soldes en annexe du compte financier.

2-5 - Les provisions pour risques et charges

Le compte **15 « Provisions pour risques et charges »** recense l'ensemble des provisions constituées chaque année. Il est subdivisé en deux sous comptes :

- ✓ **Le 151** : « provisions pour risques » qui identifie les provisions constituées pour couvrir le risque de paiement d'indemnités de licenciement pour les contractuels du groupement en CDI. Ces provisions seront reprises en 2017 après extinction du risque et reversées aux membres dans le cadre des opérations de liquidation.
- ✓ **Le 158** : « provision pour charges » qui permet la constatation de provisions pour des crédits non consommés des deux principaux bailleurs l'Etat et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Ces provisions seront reprises en 2017 et reversées aux membres dans le cadre des opérations de liquidation.

Pour 2016, sont constituées les provisions suivantes pour un montant de **695 046,62 €** :

1/ Provisions pour risques (151) : ce compte n'est pas doté en 2016, considérant qu'aucun risque nouveau n'est apparu au cours de l'exercice.

2/ Provisions pour charges (158) :

a) Etat : 222 186,38 €

- **PRE : 24 221,96 €** correspondant au montant non utilisé de la dotation 2016 versée par l'Etat au groupement pour les interventions et le fonctionnement du PRE. Ce montant donnera lieu à remboursement sur émission d'un titre de recette de l'Etat en 2017.

- **CONTRAT DE VILLE : 172 964,42 €** au titre des frais de fonctionnement du groupement (formation - communication, déplacements - missions, personnel) et **25 000 €** au titre de la programmation 2014 et 2015 pour lesquelles les porteurs de projet n'ont pas réalisé l'action.

b) Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 472 860,24 €

- **CONTRAT DE VILLE : 433 797,39 €**

Actions des programmations 2014, 2015 et 2016 : 309 596,05 € correspondant

- pour un montant de **13 760 €**, aux actions votées lors des programmations 2014 et 2015 dont les soldes n'ont pas été versés au 31 décembre 2016 (non justification et absence de production de bilans de réalisation, actions partiellement réalisées);
- pour un montant de **295 836,05 €**, à l'écart entre la subvention attribuée par la Métropole pour le financement des actions de la programmation 2016 et les versements effectifs en 2016 qui couvrent les soldes de subvention 2015 et les premiers versements 2016.

Pilotage : 124 201,34 € correspondant à la part de la dotation de fonctionnement de la Métropole non utilisée (formation, communication, déplacements / missions, personnel).

- **ASV : 39 062,85 €** concernant la quote-part des dépenses de personnel et de fonctionnement non utilisée.

2-6 - Le résultat de l'exercice 2016

La dissolution du groupement au 31 décembre 2016 impose une gestion comptable analytique particulière et un remboursement de l'ensemble des dotations 2016 non utilisées, y compris cette année pour les financements attribués au titre des subventions aux porteurs de projets. Le paiement des soldes de subvention de la programmation 2016 sera assuré par la Métropole en 2017.

De ce fait, la dotation aux provisions en prévision du remboursement des financeurs a été effectuée à l'euro près.

Le montant des charges et de produits de l'exercice est ainsi identique et s'élève à **8 085 764,09 €**.

Le résultat présenté est donc un résultat à l'équilibre.

2-7 - Analyse de l'écart entre la prévision budgétaire et l'exécution comptable

Certains postes de dépenses prévues n'ont pu être réalisés en totalité compte tenu de divers éléments conjoncturels et de la perspective de dissolution du groupement (Cf. colonne 8 du cadre 2 du compte financier).

Il convient d'avancer les commentaires suivants pour expliquer les chapitres de dépenses présentant les montants de crédits non employés **les plus significatifs.**

*** PERSONNEL**

Chapitre 64 « Charges de personnel »

Les crédits non employés (219 592,73 €) correspondent à :

- des agents à temps partiels dont le salaire a été budgété à temps plein,
- des indemnités de licenciement non utilisées,
- le départ du directeur par intérim au cours du mois de septembre 2016,
- des vacances de poste sur les dispositifs portés par le groupement.

*** FONCTIONNEMENT AUTRE QUE LES CHARGES DE PERSONNEL**

Chapitre 60 « Achats et prestations de service »

Le montant des crédits non employés de 88 866,66 € s'explique essentiellement par un niveau de prestations du PRE inférieur aux prévisions, des études prévues au budget initial non réalisées, notamment le projet de dématérialisation et le développement de la plateforme de demande de subvention en ligne.

Chapitre 61 « Achats et sous-traitance »

Les crédits non employés de 7 169,44 € n'appellent pas de remarques particulières. Ils s'expliquent pour partie par l'arrêt des contrats d'abonnement en cours en prévision de la dissolution du groupement.

Chapitre 62 « Autres services extérieurs »

Le montant des crédits non employés de 62 726,32 € s'explique notamment par l'absence de frais d'acte et de contentieux, par un effort d'économie sur les frais de mission et de télécommunication et par la non réalisation de la totalité du programme de formation.

Pour l'ensemble de ces chapitres, les écarts ont été inclus dans le calcul des provisions à reverser par dispositif (Cf. supra § 2.5).

*** INTERVENTIONS - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**

Chapitre 65 « Subventions aux associations »

La totalité des subventions allouées par la Métropole (3 400 000 €) pour le financement des actions de la Programmation du Contrat de Ville 2016 a bien été votée et engagée dans le cadre de l'exercice 2016.

L'écart entre la prévision budgétaire et l'exécution comptable s'explique uniquement par un décalage entre les versements effectifs des subventions aux porteurs de projet en 2016 et le volume des financements engagés au titre de la programmation 2016 (les paiements effectués en 2016 couvrant les soldes de subvention 2015 et les premiers versements 2016).

3 – AFFECTATION DU RÉSULTAT

Compte tenu d'un résultat à l'équilibre, aucune affectation du résultat n'est proposée.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

DECISION MODIFICATIVE N°1 PORTANT AJUSTEMENT BUDGETAIRE POUR LE BUDGET 2017 DE LIQUIDATION DU GIP POUR LA GESTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Délibération n°2017/03 du 28 février 2017

Par délibération n° 2016/27 de l'Assemblée Générale du 15 décembre 2016, les membres du GIP ont adopté le Budget prévisionnel du Groupement pour l'année 2017.

Ce budget présentait les dépenses et recettes prévues dans le cadre des opérations de liquidation du groupement.

Lors de la clôture des comptes 2016, des provisions ont été constituées et enregistrées au compte financier pour prévoir le remboursement de l'Etat et de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur des dotations 2016 non utilisées.

La décision modificative n°1 enregistre donc la reprise des provisions citées supra et le remboursement à chaque financeur des dotations non utilisées au cours de l'exercice 2016.

Le montant de la décision modificative n°1 est de 695 046,62 €.

Après décision modificative n°1, le budget de liquidation du groupement s'élève à 874 576,62 €.

« CHAPITRE 67 - Charges exceptionnelles » : + 695 046,62 €

Ce chapitre enregistre le montant global des dotations 2016 à rembourser à l'Etat et à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Ce montant a été évalué lors de la réalisation du compte financier et des comptes d'emploi 2016 à hauteur de :

- 222 186,38 € pour l'Etat ;

- 472 860,24 € pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'Etat, la part des dotations 2016 non utilisée et à rembourser par dispositif est de :

- 197 964,42 € pour le Contrat de Ville ;
- 24 221,96 € pour le Programme de Réussite Educative.

Concernant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la part des dotations 2016 non utilisée et à rembourser par dispositif est de :

- 433 797,39 € pour le Contrat de Ville ;
- 39 062,85 € pour l'Atelier Santé Ville.

« CHAPITRE 78 - Reprise sur amortissements et provisions » : + 695 046,62 €

Sur ce chapitre, les provisions constituées lors de la clôture des comptes 2016 du groupement pour couvrir les remboursements de l'Etat et de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont reprises en intégralité au compte de résultat pour un montant de 695 046,62 €.

Le remboursement sera réalisé après émission d'un titre de recette par chaque financeur.

La Décision Modificative n°1 du GIP pour l'exercice 2017 est équilibrée en recettes et en dépenses. Elle s'élève à 695 046,62 €.

Compte tenu des éléments, il vous est proposé d'adopter la Décision Modificative n°1 du GIP pour l'exercice 2017, telle que présentée dans les tableaux ci-joints.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

AVENANT N° 17 AU PROTOCOLE RELATIF AUX CONTRIBUTIONS DES MEMBRES AUX CHARGES DU GROUPEMENT ÉTABLI POUR L'EXERCICE 2016

Délibération n°2017/04 du 28 février 2017

Article 1 :

Au terme de l'article 10 de la convention constitutive du GIP, il est prévu que les contributions des membres aux activités et charges du Groupement sont déterminées dans un protocole réactualisé annuellement par voie d'avenant.

Article 2 :

Le présent avenant a pour objet d'établir les contributions de l'Etat, de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence au financement du GIP.

Ces contributions peuvent être fournies :

- sous forme de participation financière, réactualisée annuellement,
- sous forme de mise à disposition de locaux,
- sous forme de mise à disposition de matériel,
- sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du Groupement, notamment la mise à disposition du personnel.

Article 3 :

L'Avenant n° 17 au protocole est établi au titre de l'exercice budgétaire 2016.

Article 4 :

La valeur de ces contributions est appréciée d'un commun accord et adoptée par l'Assemblée Générale.

Article 5 :

Les membres participant au financement du GIP en 2016 sont l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Les contributions de l'Etat s'élèvent à **1 745 710 €** (annexe 1).

Elles sont réparties comme suit :

- une participation financière de **979 713 €** au titre du fonctionnement du GIP,
- une participation financière de **634 997 €** pour la mise en œuvre du Programme de Réussite Educative,
- une participation financière de **131 000 €** pour le financement des Ateliers Santé Ville.

Article 7 :

Les contributions de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvent **5 843 452,66 €** (annexe 2).

Elles comprennent :

- une participation financière de **834 027 €** pour le fonctionnement du GIP,
- une participation financière de **3 400 000 €** pour le financement des actions du Contrat de Ville,
- la mise à disposition de personnel en 2016 pour un coût de **1 609 425,66 €** (annexe 2-1).

Pour 2016, les moyens logistiques, locaux, matériels et logiciels mis à disposition par la collectivité ne seront pas valorisés, en raison notamment des délais nécessaires pour les opérations, qui retarderaient d'autant la détermination des éléments de la liquidation.

Article 8 :

L'apport respectif des membres financeurs aux activités et charges du GIP est réparti comme suit au titre de l'exercice 2016 :

ETA	1 745 710 €	23 %
METROPOLE	5 843 452,66 €	77 %
TOTAL	7 589 162,66 €	100,00%

La délibération est adoptée à l'unanimité.

MODALITÉS DE LIQUIDATION - DROITS ET OBLIGATION DES MEMBRES APRÈS LA DISSOLUTION – TRANSFERTS DES BIENS

Délibération n°2017/05 du 28 février 2017

Par délibération du 4 octobre 2016, l'Assemblée Générale a validé la dissolution du GIP pour la gestion de la Politique de la Ville à Marseille au terme prévu par l'avenant n°7 à sa convention constitutive, soit le 31 décembre 2016, et nommé le liquidateur et l'agent comptable de la liquidation.

Par délibération du 15 décembre 2016, les missions et pouvoirs du liquidateur, le régime financier de la liquidation et les modalités de clôture de la liquidation ont été validés.

Transfert des biens

Conformément à l'article 12 de l'avenant n°7 à la convention constitutive du GIP, il convient de préciser que :

- d'une part « les équipements et matériels mis à disposition par les membres du Groupement restent leur propriété : ils leur reviennent à la dissolution du Groupement »,
- d'autre part les membres du GIP s'accordent pour que les biens acquis par le Groupement soient transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans leur totalité, au regard du transfert de l'activité principale du GIP de mise en œuvre du Contrat de Ville.

Droits et obligations des membres après la dissolution

Pour ce qui concerne les droits et obligations des membres du GIP en matière financière au moment de sa liquidation, la délibération prévoit que ceux-ci soient considérés au prorata de leurs contributions

effectives pour le traitement des éventuelles dettes ou actifs.

Elle précise qu'on entend par « prorata des contributions effectives des membres », la part de chaque membre en pourcentage, par rapport au total des contributions des cinq dernières années, telles que validées annuellement par l'Assemblée Générale dans le cadre des protocoles financiers.

Dans le cadre du transfert de compétence entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille Provence, la seconde reprend les droits et obligations de la première en matière financière, soit pour ce qui concerne les dettes et actif éventuels.

Les 5 derniers avenants au protocole relatif aux contributions des membres aux charges du Groupement, établis pour les années 2012 à 2016, présentent les chiffres suivants (la Métropole se substituant à la Ville de Marseille pour ses contributions 2012-2015 suite au transfert de compétence) :

Participation annuelle des membres	2016	2015	2014	2013	2012	Total	Taux
Etat	1 745 710€	6 961 753€	7 476 627€	7 772 278€	7 529 613€	31 485 981€	49,80%
Métropole AMP	5 843 452€	5 952 058€	7 078 787€	6 644 822€	6 222 768€	31 741 888€	50,20%

En conséquence, les droits et obligations des membres en matière financière au moment de la liquidation s'établiront selon les proportions suivantes pour le traitement des éventuelles dettes ou actifs :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 50,20 %,
- Etat : 49,80 %.

La délibération est adoptée à l'unanimité.